

# Sixième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration



*Migration et objectifs de développement durable :  
Rôle des mécanismes consultatifs interétatiques sur la  
migration et des organisations économiques régionales*

13 octobre 2016  
Genève



Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents tout au long de l'ouvrage n'impliquent pas l'expression, par l'OIM, d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM est attachée au principe selon lequel des migrations humaines et ordonnées sont bénéfiques pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale pour aider à relever les défis opérationnels que pose la migration ; favoriser la compréhension des questions migratoires ; encourager le développement économique et social par la migration ; et préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Editeur : Organisation internationale pour les migrations  
17, route des Morillons  
Case postale 17  
1211 Genève 19  
Suisse  
Tél. : + 41 22 717 91 11  
Télécopie : + 41 22 798 61 50  
Courriel : [hq@iom.int](mailto:hq@iom.int)  
Internet : [www.iom.int](http://www.iom.int)

---

© 2018 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

---

Tous droits réservés. Aucun élément du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé ou transmis par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre – sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

# **Sixième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration**

*Migration et objectifs de développement durable :  
Rôle des mécanismes consultatifs interétatiques sur la  
migration et des organisations économiques régionales*

13 octobre 2016  
Genève

## **Rapport Succinct**



Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations



# Table des matières

Liste des acronymes .....	5
Résumé.....	7
I. Mise en situation : La migration dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.....	9
II. Le rôle des processus consultatifs régionaux sur la migration et des forums interrégionaux sur la migration dans la mise en œuvre du Programme 2030 : Chances et défis .....	13
III. Le rôle des organisations économiques régionales et des commissions régionales des Nations Unies dans la réalisation du Programme 2030 et les domaines de coopération possibles avec les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration .....	21
IV. Conclusion.....	29
Annexe I. Résumé de la présidence.....	35
Annexe II. Ordre du jour de la sixième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux sur la migration.....	39
Annexe III. Liste des participants.....	41
Annexe IV. Note d'information sur la sixième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux sur la migration .....	47



## Liste des acronymes

ARCP	Processus consultatif régional sur la migration pour les pays arabes
ASACR	Association sud-asiatique de coopération régionale
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CESAO	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale
CIG	Consultations intergouvernementales sur les politiques en matière de droit d'asile, de réfugiés et de migrations
COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
FIR	Forums interrégionaux sur la migration
FMMD	Forum mondial sur la migration et le développement
IDM	Dialogue international sur la migration
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
MCIM	Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration
MERCOSUR	Mercado Común del Sur (Marché commun du Sud)
MIDCOM	Dialogue sur la migration pour les Etats membres du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
MIDSA	Dialogue sur la migration pour l'Afrique australe
MIDWA	Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest
ODD	Objectifs de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
PCR	Processus consultatif régional sur la migration
PIB	Produit intérieur brut
Programme 2030	Programme de développement durable à l'horizon 2030
RCM	Conférence régionale sur la migration (Processus de Puebla)
SACM	Conférence sud-américaine sur la migration
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe





## Résumé

La sixième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration a été organisée par l'OIM le 13 octobre 2016 à Genève (Suisse). Elle s'est tenue la même année que le 65<sup>e</sup> anniversaire de l'OIM, immédiatement après la deuxième session du Dialogue international sur la migration (IDM) 2016 et peu après l'entrée officielle de l'OIM dans le système des Nations Unies en tant qu'organisation apparentée. La réunion a porté sur la manière dont les différents mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM)<sup>1</sup> et les organisations économiques régionales pouvaient contribuer à la réalisation des cibles des objectifs de développement durable (ODD) relatives à la migration ou œuvrer de concert à cette fin, ainsi que sur la mise en œuvre actuelle du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), qui intègre enfin la migration dans le débat mondial sur le développement.

La Réunion a rassemblé 68 délégués, dont trois ministres, un Vice Ministre et deux Secrétaires généraux. Les représentants de 19 MCIM (y compris des processus consultatifs régionaux sur la migration (PCR), des forums interrégionaux sur la migration (FIR) et des processus mondiaux sur la migration), ainsi que des représentants d'organisations économiques régionales et de commissions régionales des Nations Unies y ont participé pour faire part de leur expertise et de leurs plans concernant la réalisation des ODD relatifs à la migration.

Cette manifestation d'une journée était consacrée à un thème unique : le Programme 2030, la participation des PCR et des FIR à sa mise en œuvre à l'échelle régionale et les partenariats nécessaires à cette fin. Conformément aux propositions des participants, les exposés individuels sur les dernières réalisations qui, lors de réunions antérieures, avaient généralement lieu à la séance d'ouverture, ont été remplacés par un recueil imprimé d'informations actualisées concernant les PCR et les FIR. A la suite des exposés inscrits à l'ordre du jour, davantage de temps a été ménagé pour les débats et les commentaires des participants.

Les débats ont porté sur les domaines suivants :

- La migration dans le Programme 2030.
- La contribution des PCR et des FIR à la réalisation des ODD.
- Le rôle des organisations économiques régionales et des commissions régionales des Nations Unies dans la réalisation des ODD.
- Les domaines de coopération et de partenariat possibles à l'échelle régionale en vue d'atteindre les ODD.

1 Les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM) sont des enceintes permanentes de discussion sur les politiques et d'échange d'informations pilotées par les Etats à l'échelle régionale, interrégionale ou mondiale, à l'intention des Etats soucieux de promouvoir la coopération dans le domaine de la migration. Les MCIM englobent les processus mondiaux sur la migration, les forums interrégionaux sur la migration (FIR) et les processus consultatifs régionaux sur la migration (PCR). Les PCR sont des enceintes permanentes de discussion sur les politiques et d'échange d'informations pilotées par des Etats à l'échelle régionale, qui ont vocation à débattre de questions précises sur la migration dans un esprit de coopération entre les Etats d'une région (habituellement géographique) convenue. Ils peuvent être soit formellement rattachés à des institutions régionales officielles, soit officieux et non contraignants. Les FIR sont des enceintes permanentes de discussion sur les politiques et d'échange d'informations pilotées par les Etats. En règle générale, ils réunissent deux régions ou plus et peuvent être soit formellement rattachés à des institutions interrégionales officielles, soit officieux et non contraignants. Les processus mondiaux sur la migration sont des enceintes de dialogue politique sur la migration à l'échelle mondiale. Ils peuvent examiner la gouvernance générale des migrations à l'échelle mondiale, ou porter sur des thèmes précis et étudier les corrélations entre la migration et d'autres domaines, tels que le développement, le travail, etc..

Les conclusions suivantes ont notamment été dégagées :

- (a) Les PCR, les FIR et les processus mondiaux sur la migration peuvent contribuer dans une large mesure à la réalisation des cibles des ODD relatives à la migration grâce au dialogue politique, à la mise en réseau, à la formulation et reformulation de stratégies, à l'élaboration de politiques, à des interventions ciblées dans le cadre de projets, au renforcement des capacités, à la collecte et à l'analyse de données, et à la recherche.
- (b) La coopération et les partenariats à l'échelle régionale, notamment avec les commissions régionales des Nations Unies et les organisations économiques régionales, ont favorisé des migrations ordonnées, sûres et respectueuses de la dignité dans l'intérêt de tous et, ce faisant, contribué à la réalisation des cibles des ODD relatives à la migration.
- (c) Le soutien de l'OIM, ses outils et ses ressources restent disponibles en vue d'atteindre lesdits objectifs.

# I. Mise en situation : La migration dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030

Dans sa **déclaration liminaire**, le Directeur général de l'OIM a souligné l'importance que les partenariats, comme ceux qui lient les PCR et d'autres acteurs régionaux, revêtaient pour le développement durable. Le Programme 2030 considérait la migration comme un vecteur essentiel du développement ; reconnaissait qu'il était important d'adopter et de mettre en œuvre des politiques migratoires bien gérées pour faciliter des migrations sûres, régulières et ordonnées, dans le respect des droits de tous les migrants ; soulignait la contribution positive qu'apportent les migrants à une croissance inclusive et au développement durable ; et indiquait qu'ils ne devaient pas être laissés de côté.

Toutes les parties prenantes — gouvernements, société civile, secteur privé, etc. — étaient censées contribuer à la mise en œuvre du Programme 2030. Les acteurs régionaux avaient un rôle important à jouer, notamment dans le domaine de la migration. Si les commissions régionales des Nations Unies s'étaient vues confier des mandats précis concernant la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD), d'autres entités régionales, comme les organisations économiques régionales ou les processus consultatifs régionaux sur la migration (PCR), pouvaient elles aussi apporter une large contribution et devaient définir leur rôle. Réaffirmant l'attachement de l'OIM au Programme 2030, le Directeur général a déclaré que seuls les partenariats et la coopération, notamment avec les PCR, les FIR, les commissions régionales des Nations Unies et les organisations économiques régionales, permettraient à la communauté internationale d'assurer des migrations sûres, ordonnées et respectueuses de la dignité dans l'intérêt de tous.

**La session 1** a donné un aperçu de l'intégration de la migration dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et souligné l'importance des partenariats pour atteindre les ODD, compte tenu de la contribution des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM) à la mise en œuvre des cibles des ODD relatives à la migration et de l'importance des partenariats multipartites.

**La représentante de l'OIM** a présenté un diaporama pour expliquer comment la migration avait été intégrée dans les ODD et pour illustrer la stratégie de l'Organisation concernant ces objectifs, et l'outil que celle-ci a élaboré pour aider ses Etats Membres et partenaires à mettre en œuvre le Programme 2030, à savoir le Cadre de gouvernance des migrations, qui fournissait une base utile pour suivre les progrès réalisés concernant les politiques migratoires planifiées et bien gérées. Le Cadre de gouvernance des migrations exposait un certain nombre de principes et d'objectifs en matière de gouvernance des migrations visant à garantir des migrations humaines et ordonnées, dans l'intérêt des migrants et de la société. Conformément aux principes et objectifs du Cadre de gouvernance des migrations, l'Indice de gouvernance des migrations, qui a été élaboré conjointement par *The Economist Intelligence Unit* et l'OIM, fournissait un cadre utile pour évaluer les structures nationales de gouvernance des migrations au regard de la mise en œuvre des cibles des objectifs de développement durable relatives à la migration. Ces outils pouvaient faciliter les activités des MCIM, d'autres organes régionaux et de leurs Etats membres en vue de poursuivre et de surveiller la mise en œuvre des objectifs, et permettre d'évaluer la mesure dans laquelle leurs politiques migratoires étaient bien gérées.

L'OIM a apporté son concours aux MCIM sur la question des objectifs de développement durable, grâce à : des conseils techniques ; un renforcement des capacités ; un appui administratif ; la collecte de données ; des travaux de recherche ; la mise en œuvre de projets ; des partenariats et une coopération ; un appui en faveur des dialogues politiques ; la promotion de la convergence entre diverses régions et l'apport d'une vision mondiale.

Un résumé des conclusions du second atelier du Dialogue international sur la migration 2016 a été présenté, se traduisant par des progrès dans la mise en œuvre des ODD, des politiques migratoires

renforcées et la possibilité de prendre des mesures concrètes. Les progrès réalisés par les Etats Membres concernant un certain nombre d'objectifs et cibles se rapportant à la migration et les difficultés institutionnelles rencontrées dans le cadre de la coordination des stratégies nationales de mise en œuvre ont été mentionnés. Les représentants de quatre FIR/PCR — le Dialogue 5+5 sur la migration, le Processus consultatif régional sur la migration pour les pays arabes (ARCP), la Conférence régionale sur la migration (Processus de Puebla) et le Processus de Rabat — ont présenté, lors du Dialogue international sur la migration 2016, le rôle des FIR dans la mise en œuvre des ODD relatifs à la migration ainsi que les points de vue régionaux en la matière.

La représentante du **Forum mondial sur la migration et le développement** (FMMD) a insisté sur le rôle des partenariats pour le développement durable. L'aptitude collective à atteindre les ODD dépendait de la volonté de forger des partenariats, ce qui expliquait que les partenariats constituaient un des cinq piliers du Programme 2030. L'objectif 17 invitait à revitaliser le Partenariat mondial pour le développement durable. Pour faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sûre, régulière et responsable, des partenariats et la coopération étaient nécessaires à tous les niveaux, y compris des partenariats public privé. Ainsi, le FMMD a lancé un mécanisme d'échanges réguliers entre les secteurs privé et public pour favoriser un dialogue permanent sur des politiques migratoires saines et contemporaines, en tenant compte des intérêts économiques et afin de donner une impulsion visant à lancer des initiatives public privé et à encourager des politiques novatrices.

Le Programme 2030 a ouvert la voie à l'établissement d'un nouveau partenariat mondial — un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Celui-ci devrait prendre en considération les droits de l'homme et être axé sur la promotion et la protection des droits de l'homme des plus vulnérables, notamment les travailleurs migrants, sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des migrants et sur le renforcement et une mise en œuvre plus efficace des instruments relatifs aux droits de l'homme existants.

Un nouveau cadre pour des partenariats multipartites a été proposé, sous l'angle des quatre aspects suivants : les objectifs (la migration pour le développement durable) ; les sexospécificités (partenariat pour favoriser la migration sûre, régulière et ordonnée des femmes) ; les gouvernements (créer un espace pour le partenariat au sein des nations et entre elles — un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières) et un système économique mondial (qui ne laisse personne de côté).

Le débat a porté sur la contribution potentielle des MCIM à la mise en œuvre des cibles des ODD relatives à la migration à l'échelle nationale et régionale, et sur leur rôle dans les partenariats multipartites pour le développement durable.

Le représentant du **Processus de Rabat** a lancé un appel en faveur de mesures visant à forger des partenariats solides sur la migration. Le Mali, qui présidait actuellement le Processus de Rabat, avait une stratégie migratoire, mais ne disposait pas de ressources suffisantes pour lutter contre les migrations irrégulières et ne pouvait pas relever seul les nombreux défis de la migration, notamment la migration des femmes, les migrations d'origine climatique et les nombreuses pertes humaines enregistrées parmi ses ressortissants en Méditerranée alors qu'ils tentaient d'émigrer vers les pays de l'Union européenne.

Le Processus de Rabat a abordé divers aspects de la migration par l'intermédiaire de groupes de travail chargés de thèmes spécifiques. Parmi les principales difficultés figuraient la prise en considération des différentes priorités politiques de ses 58 Etats membres, la gestion des connaissances, les statistiques et l'appui aux recommandations émanant de ses réunions grâce à des projets spécialisés. Il s'était inspiré d'autres MCIM et de leurs outils. Parmi les mesures prioritaires à prendre figuraient le renforcement de la coopération Sud Sud, l'exploitation des initiatives existantes mises en œuvre par ses Etats membres, le partage de bonnes pratiques, la poursuite des réalisations d'autres MCIM, une meilleure adaptation des programmes mondiaux et la coopération avec les commissions régionales des Nations Unies pour identifier des indicateurs visant à surveiller la mise en œuvre du Programme de Rome 2015 2017 et des ODD.

La représentante du **Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du Département d'Etat des Etats-Unis** a dit que le Bureau avait le statut de membre et d'observateur dans plusieurs PCR/FIR, et qu'il finançait un certain nombre d'initiatives.<sup>2</sup> Tous les PCR et les FIR devraient prévoir dans leurs programmes d'action des moyens pratiques de mettre en œuvre les ODD et donner une perspective régionale au processus relatif au pacte mondial en organisant des réunions régionales spécifiques, si leur budget et leur calendrier le permettaient.

Evoquant son programme d'action fondé sur les droits, dans lequel l'être humain est au cœur de toutes les politiques, le Président de la **Conférence sud américaine sur la migration (SACM)** a souligné le rôle des PCR dans la gouvernance des migrations internationales et leur a demandé de faire fonction de plateforme pour permettre aux Etats membres d'adopter une vision des migrations sûres et ordonnées qui soit commune et axée sur les migrants, tout en continuant à mettre l'accent sur le développement humain et les droits de l'homme.

S'agissant de la mise en œuvre des ODD, il était nécessaire de mener une réflexion sur l'évolution de la migration à l'heure de la mondialisation, où la plus grande interconnexion et la disparition progressive des frontières traditionnelles imposaient de nouvelles méthodes d'organisation des sociétés multiculturelles. Le discours sur la migration était devenu plus global et devrait associer les PCR et FIR. La collaboration entre la SACM et d'autres processus, comme la Conférence régionale sur la migration, l'Union européenne, le Marché commun du Sud (MERCOSUR), l'Union des nations de l'Amérique du Sud et l'Alliance du Pacifique, avait permis d'harmoniser leurs programmes d'action respectifs.

La représentante du **PCR de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)** a appelé l'attention sur l'expérience acquise par son Organisation en matière de réponse aux besoins sanitaires de base des migrants en Afrique de l'Est et sur l'élaboration, en collaboration avec l'OIM, d'un programme complet en faveur des migrants de la région de l'IGAD, qui tient également compte des besoins des migrants en matière d'éducation et d'emploi. Chaque Etat membre de l'IGAD avait établi un mécanisme national de coordination des questions de migration réunissant tous les ministères compétents pour examiner ces questions dans la région.

Le Président du **Dialogue 5+5 sur la migration** s'est félicité du lancement du processus relatif au pacte mondial et a laissé entendre qu'un pacte mondial devait être contraignant pour faire avancer et mener à bien la mise en œuvre des ODD. En 2018, la conférence ministérielle porterait sur les migrants et les responsabilités communes des pays d'origine et de destination, une question au cœur des objectifs. Le Dialogue 5+5 sur la migration était disposé à apporter son concours à l'OIM dans le cadre du processus de consultations sur le pacte mondial.

Le Programme 2030 représentait une véritable occasion d'intégrer la migration dans les plans de développement nationaux et régionaux. Les MCIM avaient un rôle central à jouer dans la mise en œuvre du Programme 2030 en nouant des partenariats et en intégrant les ODD dans leurs stratégies. L'appropriation du Programme par les parties prenantes était indispensable pour atteindre les objectifs. Les partenariats devaient porter sur la dimension régionale des questions mondiales et sur les schémas migratoires dans les contextes régionaux.

La réalisation du Programme 2030 passerait par des innovations et un changement dans les procédures et le mode de fonctionnement des gouvernements. Les partenariats public privé étaient un des moyens permettant de répondre à ces besoins d'innovation.

Le pacte mondial serait un nouveau partenariat mondial fondé sur une compréhension commune du partage des responsabilités, un respect mutuel et des avantages réciproques ; il était censé insuffler un nouvel esprit de solidarité, de coopération et de responsabilité mutuelle dans la mise en œuvre du Programme 2030.

2 La sixième Réunion mondiale des PCR a été organisée grâce au financement des gouvernements de l'Australie et des Etats-Unis d'Amérique et de l'OIM.



La Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants pourrait être considérée comme un cadre encourageant la mise en œuvre d’initiatives convergentes en vue de la réalisation du Programme 2030. La vaste portée du Programme 2030 était résumée par les cinq domaines d’action clés du développement durable : humanité, planète, prospérité, paix et partenariats (exprimés en anglais dans le slogan « People Partnering for Peace and Prosperity on the Planet »). Dans la discussion qui a suivi, d’autres domaines d’action et aspects ont été proposés pour appuyer la mise en œuvre des aspects des ODD relatifs à la migration, à savoir des processus devant être adaptés et harmonisés, des politiques correspondant à ces processus, des mesures pratiques et des actions concrètes sur le terrain tenant compte des aspects liés aux droits de l’homme et à l’égalité des genres ainsi que des systèmes économiques mondiaux et de leur mode de fonctionnement.

## II. Le rôle des processus consultatifs régionaux sur la migration et des forums interrégionaux sur la migration dans la mise en œuvre du Programme 2030 : Chances et défis

La session 2 a porté sur les efforts actuellement déployés par les MCIM pour atteindre les cibles des ODD relatives à la migration et, en particulier, sur les chances et défis qui se présentent et les modalités de mise en œuvre et de suivi. Elle était divisée en trois panels de discussions.

Le premier panel s'est intéressé à la mise en œuvre des objectifs par les PCR/FIR officiellement associés à des organisations économiques régionales, en particulier les communautés économiques régionales de l'Union africaine.

Le représentant du **Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest** (MIDWA) a expliqué que la libre circulation des personnes était un axe politique majeur pour la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), compte tenu de l'importante mobilité entre ses régions. Le MIDWA avait été créé pour promouvoir des politiques migratoires cohérentes, globales et fondées sur des données factuelles et pour favoriser un dialogue interétatique mutuellement bénéfique et une coopération intrarégionale concernant la libre circulation des personnes dans la région de la CEDEAO. Un comité directeur, composé des représentants de neuf Etats membres (Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria et Sénégal) et de quatre observateurs (CEDEAO, OIM, Suisse et Union européenne), avait été mis en place pour définir la ligne de conduite du MIDWA et un secrétariat permanent avait été établi à Abidjan (Côte d'Ivoire) pour faciliter l'organisation de réunions et coordonner les groupes de travail thématiques. Un secrétariat national serait établi dans chaque Etat membre du MIDWA pour s'atteler à la mise en œuvre des décisions prises lors des réunions ministérielles de celui-ci. Les groupes de travail thématiques — chacun d'entre eux dirigé par un Etat membre différent — s'intéressaient aux questions migratoires les plus importantes dans la région : la gestion des frontières, la traite d'êtres humains et la criminalité transfrontalière ; la diaspora, les communautés ouest africaines et/ou les ressortissants et l'apatridie ; la mobilité professionnelle et les échanges d'étudiants ; le changement climatique, la dégradation des sols, la désertification, l'environnement et la migration ; les statistiques et données sur la migration ; le retour, la réadmission et la réintégration ; et la coopération et les partenariats. Les activités du MIDWA avaient ainsi contribué à la réalisation des objectifs 8, 13 et 16. Le MIDWA avait encore besoin d'une assistance technique pour relever les défis que la migration pose dans la région.

Le représentant du **Dialogue sur la migration pour l'Afrique australe** (MIDSA) a expliqué que le MIDSA avait été créé afin de promouvoir la coopération et de mettre en commun des pratiques exemplaires visant à améliorer la gestion de la migration régionale dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Les difficultés rencontrées par la région étaient liées à la migration irrégulière, et comprenaient la xénophobie et l'intégration limitée des migrants ; le trafic illicite de migrants et la traite d'êtres humains ; une coopération régionale faible en matière de migration ; une gestion insuffisante des frontières ; et le manque de voies de migration de travail légales. Le MIDSA avait contribué à l'élaboration des politiques régionales suivantes : les plans d'action régionaux de la SADC sur la migration de travail pour les périodes 2013–2015 et 2016–2019 ; le plan d'action régional de la SADC visant à faire face aux migrations mixtes et irrégulières, adopté en 2015 ; et les recommandations de 2016 sur la gestion des frontières dans la région.

Le MIDSA avait pour objectif d'appuyer la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation de l'objectif 10.7 grâce à la signature et à la ratification du Protocole de la SADC sur la facilitation de la circulation des personnes, et d'autres protocoles internationaux applicables en la matière. Grâce à l'élaboration de profils migratoires et de politiques migratoires, notamment en matière de migration



de main d'œuvre au sein des Etats membres de la SADC (par exemple, Maurice), à la mise en œuvre de plans d'action régionaux et à des déclarations concernant des questions relatives à la migration, le MIDSA avait contribué à la mise en œuvre des objectifs 3.8, 5.5, 8.7, 8.8 et 16.2. Le MIDSA avait également permis d'intensifier la mise en œuvre des objectifs de développement durable relatifs à la migration et de promouvoir des partenariats avec la SADC, l'OIM, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et *Save the Children*, contribuant ainsi à l'objectif 17.

Le **panel 2** était composé d'orateurs de PCR sans aucun lien formel avec des structures ou organisations régionales.

Le représentant du **Processus d'Almaty sur la protection des réfugiés et les migrations internationales** a déclaré que le Processus avait appuyé la réalisation de plusieurs cibles des ODD relatives à la migration, notamment les cibles 1.5, 5.2, 8.7, 10.7, 11.5, 16.2 et 17.18. Le Kazakhstan, qui avait présidé le Processus de 2014 à 2016, avait centré ses efforts sur la migration irrégulière et les flux mixtes en Asie centrale — avec le soutien de l'OIM et le financement du Fonds de l'OIM pour le développement et des Etats-Unis d'Amérique — à la faveur de consultations sur les politiques, d'un renforcement des capacités et de travaux de recherche.

La présidence du Processus d'Almaty serait transférée au Kirghizistan en 2017. Toutefois, le Kazakhstan continuerait d'appuyer le Processus d'Almaty dans les domaines thématiques suivants : la réduction des risques de catastrophe, la préparation aux situations d'urgence et le Cadre opérationnel de l'OIM en cas de crise migratoire ; la migration irrégulière, la gestion des migrations et le droit international de la migration ; la lutte contre la traite d'êtres humains et la fourniture d'une assistance directe aux migrants vulnérables ; et la mobilité humaine, la migration de main d'œuvre et les droits des migrants. Le Plan cadre du partenariat pour le développement 2016–2020 entre les Nations Unies et le Kazakhstan — un plan stratégique, programmatique et opérationnel global qui avait permis aux membres de l'équipe de pays des Nations Unies d'apporter une aide au développement et d'autres formes d'assistance — avait contribué au renforcement de la mise en œuvre du Programme 2030 à l'échelle internationale et régionale. Le Plan cadre était articulé autour de trois piliers : la réduction des disparités et l'amélioration du développement humain ; la mise en place d'institutions publiques renforcées et innovantes ; et l'intensification de la coopération internationale et régionale. Chaque pilier comprenait deux réalisations. L'OIM avait participé aux efforts liés aux réalisations 1.3 et 3.1, la dernière portant sur les ODD. Le Plan cadre permettrait au Kazakhstan de fournir des modèles de développement à l'échelle régionale et mondiale.

La représentante du **Processus consultatif régional sur la gestion de l'emploi outre mer et de la main d'œuvre contractuelle pour les pays d'origine en Asie** (Processus de Colombo) a expliqué que le thème général du Processus de Colombo sous la présidence de Sri Lanka portait sur la collaboration pour que les migrations contribuent à la prospérité. Le Processus de Colombo s'était penché sur cinq domaines thématiques à l'appui des objectifs de développement durable 8 et 10, à savoir la reconnaissance des qualifications ; le recrutement éthique ; l'orientation avant le départ ; la promotion de rapatriements de fonds plus économiques, plus rapides et plus sûrs ; et le suivi des tendances du marché du travail et de la recherche.

La Déclaration ministérielle du Processus de Colombo 2016 avait recommandé l'examen de domaines thématiques supplémentaires, y compris la concrétisation des objectifs de développement durable relatifs à la migration d'une manière globale en mettant en œuvre les objectifs qui présentaient davantage d'intérêt pour ceux du Processus de Colombo — en particulier ceux concernant le travail décent et la migration sûre — grâce à des mesures prises à l'échelle nationale et à des efforts collectifs dans le cadre du Processus de Colombo, pour permettre d'évaluer les progrès régionaux dans la mise en œuvre des objectifs pertinents et de mettre en commun les expériences et les difficultés rencontrées lors de l'utilisation des indicateurs convenus à l'échelle mondiale. Parmi les autres domaines thématiques envisagés figuraient la promotion de la santé des travailleurs migrants d'un bout à l'autre du cycle migratoire (contribution à l'objectif 3.8) ; la promotion de l'égalité pour les



travailleuses migrantes (contribution à l'objectif 5) ; et un soutien consulaire pour les travailleurs migrants (contribution à l'objectif 8).

Parmi les principales difficultés recensées par le Processus de Colombo figuraient la nécessité de trouver de nouvelles méthodes de travail et d'améliorer la cohérence institutionnelle et politique ; l'insuffisance des ressources financières et humaines ; la nécessité d'obtenir plus rapidement des données plus précises ; l'absence de transparence dans les systèmes de partage d'informations ; et l'absence d'outils permettant d'évaluer les progrès grâce à des indicateurs clairs et mesurables.

Le Processus de Colombo pourrait servir d'enceinte pour examiner les progrès accomplis dans la réalisation des ODD, pour autant que les Etats membres harmonisent, avec les priorités nationales, les efforts qu'ils déploient pour mettre en œuvre les ODD relatifs à la migration. Une étude de faisabilité pourrait être menée pour définir des indicateurs spécifiques se rapportant aux objectifs relatifs à la migration qui soient réalisables à court, à moyen et à long terme et faire coïncider les efforts nationaux avec ceux déployés à l'échelle mondiale.

Conformément à l'objectif 17, le Processus de Colombo était prêt à faire concorder ses priorités avec celles de partenaires et donateurs potentiels pour permettre une cohérence politique et institutionnelle. Les pays d'origine participant au Processus de Colombo poursuivraient le dialogue avec les pays de destination, les organisations régionales compétentes (par exemple, l'Union européenne, l'Association sud asiatique de coopération régionale et l'Association des nations de l'Asie du Sud Est), ainsi que d'autres MCIM, comme le Dialogue d'Abou Dhabi et le FMMD, pour partager des informations et coopérer à la mise en œuvre des cibles des objectifs de développement durable se rapportant à la migration. Le Processus de Colombo continuerait de bénéficier du soutien technique de l'OIM, de l'OIT, de l'Organisation mondiale de la Santé, d'ONU Femmes et d'autres partenaires. Le Processus de Colombo était prêt à participer aux négociations sur le pacte mondial en s'appuyant sur le cadre des objectifs de développement durable et à faire fonction de trait d'union entre les pays d'origine et les pays de destination de la main d'œuvre, permettant ainsi à la région de faire en sorte que la migration procède d'un choix et qu'elle puisse être décidée en toute connaissance de cause.

Le **panel 3** s'est penché sur le soutien qu'apportent les secrétariats des PCR à ces derniers en vue de mettre en œuvre les ODD relatifs à la migration.

Etabli en 2014 et lancé lors de la cinquième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux sur la migration en 2015, et organisé par la Ligue des Etats arabes, le **Processus consultatif régional sur la migration pour les pays arabes (ARCP)** faisait partie des PCR les plus récents. Il tenait à énoncer une stratégie arabe globale et intégrée pour maximiser les avantages de la migration, renforcer la position des Etats arabes dans les négociations sur les questions migratoires à l'échelle régionale et mondiale, et ouvrir de nouvelles perspectives pour la coopération et les partenariats entre les pays d'origine, de transit et de destination. Les cibles des ODD relatives à la migration apparaissent à la fois dans son document de programmation et dans son plan de travail pour la période 2016–2017, adoptés lors de sa deuxième réunion en mai 2016.

La représentante de l'ARCP a également dit que son organisation soutenait la mise en œuvre des ODD par des activités de sensibilisation ; la coordination des politiques migratoires de ses Etats membres ; le partage d'informations, d'expériences et de pratiques exemplaires ; et le renforcement des capacités en ce qui concerne les cibles des ODD relatives à la migration. L'ARCP prévoyait d'établir des liens entre le niveau national et le niveau mondial en compilant les contributions et perspectives nationales, en les analysant et en les intégrant dans le processus mondial ; en aidant les pays à transposer les objectifs mondiaux sous forme de politiques, normes, règles et directives nationales ; et en sollicitant des partenariats et une coopération. Le suivi et l'examen de la mise en œuvre des cibles des ODD relatives à la migration à l'échelle régionale figuraient en permanence à l'ordre du jour de ses réunions ordinaires annuelles. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et l'OIM avaient apporté un soutien technique aux Etats membres de l'ARCP pour mettre en œuvre les objectifs relatifs à la migration dans le cadre du plan de travail de l'ARCP.

Les principales difficultés rencontrées dans la région arabe étaient notamment : les déplacements et la migration forcée dus aux conflits armés, à l'extrémisme violent, à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et au changement climatique ; la migration irrégulière et les flux migratoires mixtes ; la traite d'êtres humains et le trafic illicite de migrants ; et la fuite des cerveaux. Les lacunes suivantes, propres à la région, avaient été recensées : l'absence de définitions uniformes (par exemple, pas de définition commune de l'expression « migrant international ») ; le manque de données fiables permettant de mesurer la migration internationale ; et le manque de transparence dans la communication ou la publication de certaines des données recueillies. Par conséquent, les mesures suivantes étaient nécessaires pour combler ces lacunes : améliorer la recherche et concevoir des outils analytiques ; apporter un soutien technique aux Etats membres pour ce qui était de la préparation de recensements et renforcer leurs capacités en matière de collecte et d'analyse de données ; utiliser des méthodes statistiques modernes et fournir en temps opportun les données nécessaires pour apporter soutien et assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ; et aider les Etats membres à élaborer des procédures, politiques, plans de travail et programmes à l'échelle nationale.

La représentante de l'ARCP a recommandé aux PCR/MCIM de promouvoir la mise en œuvre du Programme 2030 ; d'aider leurs Etats membres à élaborer, à l'échelle régionale, des politiques de migration et développement plus efficaces ; d'effectuer à l'échelle régionale le suivi des résultats de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants ; et de garantir une participation et une contribution actives des Etats membres aux processus en cours relatifs au pacte mondial.

Le représentant de la **Conférence régionale sur la migration** (Processus de Puebla) a dit que la Conférence envisageait la migration sous un angle global et à travers ses trois piliers (politique migratoire et gestion de la migration ; droits de l'homme ; et migration et développement). Elle avait régulièrement mis en œuvre toutes sortes d'initiatives visant à réaliser les ODD relatifs à la migration. Au cours de ses vingt années d'existence, et grâce à la diversité des thèmes inscrits à l'ordre du jour de ses réunions annuelles, le Processus de Puebla avait déjà abordé un certain nombre de questions figurant dans le Programme 2030, essentiellement à la faveur de formations, d'échanges de bonnes pratiques, de l'élaboration d'orientations régionales, de partenariats et d'une coopération régionale. Le Processus de Puebla alignerait ses activités sur certains ODD dans le prolongement des progrès déjà accomplis au regard des objectifs 3, 5, 8, 10, 13, 16 et 17.

S'agissant de l'objectif 10, le Processus de Puebla avait pris des dispositions afin de réduire les inégalités grâce à l'élaboration de lignes directrices régionales et bilatérales sur le contrôle des frontières et le retour (notamment pour les enfants, les adolescents et autres migrants vulnérables). Il avait créé un fonds permanent pour le retour volontaire assisté des migrants vulnérables et aidé 1 500 migrants, y compris des enfants migrants non accompagnés. A l'appui de l'objectif 16, le Processus de Puebla avait établi deux groupes de travail régionaux chargés de la traite d'êtres humains et des pratiques illicites relatives à la migration ; les groupes ont contribué aux orientations régionales en matière de communication et aux campagnes mises en place dans plusieurs pays membres. En ce qui concerne l'objectif 17, la Conférence régionale disposait d'un mécanisme permettant la participation permanente de la société civile. La SACM avait été invitée à participer aux réunions de la Conférence pour échanger des pratiques, et certaines organisations régionales ou infrarégionales, comme la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, y avaient participé en qualité d'observateurs. Concernant l'objectif 13, le Processus de Puebla et l'Initiative Nansen avait réalisé conjointement un guide régional intitulé *Protection for persons moving across borders in the context of disasters : A guide to effective practices for RCM Member Countries*.

Les deux exposés du panel 3 ont mis en évidence le rôle que les secrétariats des MCIM pouvaient jouer pour appuyer la mise en œuvre du Programme 2030, notamment en partageant des informations et en favorisant l'échange de bonnes pratiques à tous les niveaux ; en encourageant la participation active des commissions régionales des Nations Unies aux PCR ; en favorisant l'intégration des ODD dans les programmes et plans d'action des MCIM ; en stimulant la coopération régionale et la

coopération entre les pays développés et en développement ; et en s'appuyant sur les réalisations et les enseignements tirés.

Les secrétariats des PCR pouvaient aussi contribuer à l'examen d'autres questions, comme les mandats de divers acteurs qui n'étaient pas clairement définis et les synergies limitées entre les différents MCIM ; l'incertitude quant aux modalités de mise en œuvre des ODD à l'échelle régionale et au niveau de participation des PCR à cet égard ; et la participation des commissions régionales des Nations Unies. Les secrétariats avaient eux mêmes rencontré des difficultés, notamment l'insuffisance de ressources et le manque de précision dans la définition des mandats en ce qui concerne les ODD.

Lors de la session 2, les débats ont porté sur le rôle des MCIM dans la réalisation des cibles des objectifs de développement durable relatives à la migration ; et les difficultés, lacunes et besoins auxquels étaient confrontés les PCR autonomes, les PCR officiellement associés à des organisations économiques régionales et les secrétariats des PCR dans le cadre de ce processus.

Le représentant de la SACM a dit qu'en 2015, la Quinzième Conférence sud américaine sur la migration avait chargé sa présidence d'intégrer les objectifs de développement durable dans son programme d'action régional et dans les programmes régionaux de développement. La présidence et le secrétariat avaient travaillé en étroite coopération à cette fin et un certain nombre de parties y avaient pris part, notamment l'OIM. Une attention particulière avait été portée à l'accès des migrants à la justice, au rôle des jeunes et au rôle social des migrants au sein des communautés locales. La coopération entre la SACM et le Processus de Puebla avait permis l'adoption d'une approche applicable à l'Amérique dans son ensemble et la prochaine réunion entre les deux processus étudierait la possibilité d'intégrer les objectifs dans les processus régionaux et les moyens de contribuer au pacte mondial.

Le représentant du **Processus de Prague** a expliqué que le secrétariat de ce dernier avait mis à disposition son centre d'expertise, sa base de connaissances et sa mémoire institutionnelle. Le Processus de Prague pouvait contribuer au débat sur les ODD en mettant en commun les pratiques exemplaires mises en point par ses Etats membres avec l'appui de l'Union européenne, comme des orientations et guides sur la migration de main d'œuvre et la migration circulaire, la mobilité des étudiants, les politiques d'intégration des migrants, les procédures d'asile, la migration irrégulière et la gestion intégrée des frontières, ainsi que l'élaboration de profils migratoires aux fins de la formulation de politiques et de la prise de décisions fondées sur des éléments factuels. En 2016, la troisième Conférence ministérielle du Processus de Prague avait prolongé le mandat de ce dernier de 5 ans (2017–2021) et réaffirmé l'importance des priorités énoncées dans le Plan d'action du Processus de Prague pour la période 2012–2016 pour la phase suivante. Le Processus de Prague continuerait de se consacrer au dialogue intergouvernemental, au renforcement des capacités, à la collecte et à l'analyse de données, ainsi qu'à la création d'un nouveau centre de formation et d'analyse.

Le **Processus de Budapest** a cherché un terrain d'entente entre ses Etats membres, parmi lesquels figuraient des pays d'origine, de transit et de destination, tous ayant des préoccupations différentes. Il exécutait des projets dans des domaines comme le renforcement des capacités des Etats membres en matière de gestion des migrations ; la mobilisation de la diaspora ; la formulation de politiques ; la protection des travailleurs migrants ; la sensibilisation à une migration sûre et ordonnée et aux dangers de la migration irrégulière grâce à des campagnes d'information et des centres d'information pour les migrants ; et le développement de compétences. Le Processus de Budapest avait prévu d'étudier les possibilités de partenariat avec le secteur privé et d'établir un dispositif fondé sur les besoins et déterminé par la demande, au sein duquel le dialogue permettrait de trouver des solutions.

Le représentant du Dialogue d'Abou Dhabi a dit que le Dialogue s'était intéressé essentiellement à la demande sur le marché de l'emploi afin de tenir compte des capacités des travailleurs migrants et de leur garantir des possibilités d'emploi suffisantes. Afin de mieux gérer les flux migratoires, il avait été nécessaire de créer des bases de données sur la migration dans ses Etats membres. La migration temporaire pourrait être un moyen d'améliorer la situation des travailleurs migrants et leurs conditions d'emploi.

Le représentant du **Forum panafricain** — qui avait été créé en application d'une décision de l'Union africaine, par laquelle le Président de la Commission de l'Union africaine avait été prié de coordonner et de promouvoir, en collaboration avec l'OIM et d'autres partenaires, la mise au point d'une position africaine commune sur la migration et le développement — a expliqué que le Forum réunissait tous les PCR en Afrique afin de mettre en commun des informations, des connaissances, des bonnes pratiques et des enseignements, et de formuler des recommandations pour examen par l'Union africaine. En 2015, sa première réunion annuelle avait porté sur la mobilité intrarégionale de la main-d'œuvre et avait éclairé la Déclaration de l'Union africaine sur la migration, dans laquelle les Etats membres de l'Union africaine avaient été priés instamment d'œuvrer en faveur d'une mobilité sans visa sur le continent africain. La deuxième réunion annuelle tenue à Accra (Ghana) avait été organisée par la CEDEAO et avait porté sur les causes profondes de la migration et la position de l'Afrique en vue du Sommet de La Valette sur la migration de 2015, ce qui avait amené le Gouvernement du Ghana à adopter une politique autorisant tous les ressortissants africains à séjourner sur son territoire sans visa. La troisième réunion du Forum, organisée par le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), avait été axée sur les tendances migratoires et la gestion intégrée des frontières, afin de faciliter la libre circulation sur le continent et de démanteler, partant, les réseaux criminels de trafic illicite de migrants. La prochaine réunion du Forum se déroulerait à Djibouti ou en Ouganda.

Les Etats membres du **Dialogue sur la migration pour les Etats membres du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe** (MIDCOM) avaient exécuté un projet encourageant la mobilité sans visa dans la région, notamment pour les hommes et femmes d'affaires, contribuant ainsi à la mise en œuvre de deux instruments juridiques fondamentaux régissant la libre circulation des personnes dans la région du COMESA : le Protocole sur l'assouplissement progressif puis la suppression des obligations de visas et le Protocole sur la libre circulation des personnes, de la main-d'œuvre et des services et le droit d'établissement et de résidence. En coopération avec l'OIM, le COMESA avait exécuté un certain nombre de projets visant à renforcer la gestion des frontières (par exemple, un projet de « poste frontière intégré » entre la Zambie et le Zimbabwe) et à sensibiliser les autorités frontalières aux alternatives à la détention. Le MIDCOM a apprécié la collaboration de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) avec les PCR en Afrique en ce qui concerne des questions d'intérêt commun.

La représentante du **PCR de l'IGAD** a dit que l'objectif de ce PCR était de faciliter le dialogue et la coopération régionale sur la gestion des migrations entre les Etats membres situés dans la Corne de l'Afrique, en favorisant une meilleure compréhension de la migration et des politiques plus cohérentes en la matière, et en encourageant le dialogue entre les Etats membres de l'IGAD et les pays d'autres régions en fonction des flux migratoires en provenance et à destination de la région de l'IGAD. Les réunions de l'IGAD avaient porté sur la migration et le développement, la gestion des frontières, la migration de main d'œuvre, la migration et la bonne gouvernance, et les prochaines réunions seraient axées sur la migration et le développement social. L'IGAD était un organe politique qui avait concrétisé les recommandations du PCR sous forme de résolutions invitant les Etats membres à renforcer la mise en œuvre grâce à leurs mécanismes nationaux de coordination. Le PCR de l'IGAD avait exécuté un projet sur la libre circulation des personnes et un autre sur les déplacements forcés et les flux mixtes, afin d'élaborer une réponse aux incidences des déplacements dans la Corne de l'Afrique. Le dispositif régional pour la résistance à la sécheresse et la viabilité de l'IGAD visait à intégrer la migration dans les programmes d'action concernant la résilience. La coordination de la mise en œuvre des ODD dans la région de l'IGAD avait été entravée par des initiatives parallèles. Le PCR de l'IGAD avait encouragé les mécanismes nationaux de coordination chargés de la migration à élaborer des plans nationaux sur la migration et les ODD, ainsi que des profils migratoires nationaux pour combler les lacunes en matière de données et améliorer le suivi de la mise en œuvre des objectifs. L'IGAD s'était engagée à faire progresser la mise en œuvre des objectifs relatifs à la migration, notamment l'objectif 10.7.

Coprésidé par l'Australie et l'Indonésie, le **Processus de Bali sur le trafic illicite d'êtres humains, la traite des personnes et la criminalité transnationale connexe** avait rassemblé 48 Etats membres. La large participation avait posé quelques difficultés, mais également ouvert des possibilités et permis

d'obtenir des résultats en matière de politique, de législation et de coopération dans le domaine de l'application des lois. La Déclaration de Bali sur le trafic de migrants, la traite des personnes et la criminalité transnationale qui y est associée, adoptée en 2016, avait pour ambition de régulariser la migration de main d'œuvre et de faire respecter les droits des travailleurs migrants. Le Processus de Bali avait adopté un mécanisme d'intervention d'urgence pour faire face aux déplacements massifs de populations. Afin de mieux gérer les crises, il avait prévu d'examiner la réponse apportée à la crise de 2015 en mer d'Andaman, en résumant les enseignements tirés de cette crise et les recommandations. Son Forum des entreprises et des gouvernements devait faire appel au secteur privé pour qu'il fournisse des conseils aux Etats membres sur la gestion des migrations, le travail des migrants, la traite et le travail forcé, ce qui permettrait au Processus de Bali de coopérer avec des organisations intergouvernementales, comme l'OIM et l'OIT, à différents niveaux. Il était prêt à partager ses résultats avec d'autres MCIM et à apprendre d'eux.

Les trois panels et les débats qui ont suivi ont montré que les difficultés rencontrées par les PCR et les FIR étaient essentiellement liées à la dynamique des schémas migratoires dans leur région respective et à la diversité plus grande des facteurs de migration, ce qui appelait un réexamen des approches suivies par les Etats en matière de gouvernance des migrations et un renforcement de la coopération avec différents acteurs à tous les niveaux.

Il a été relevé que la plupart des PCR et FIR rencontraient des difficultés liées à la migration irrégulière, à la traite d'êtres humains et à la migration forcée en raison des conflits, du changement climatique et pour des motifs économiques, et qu'il était donc nécessaire d'améliorer les pratiques en matière de gestion intégrée des frontières, de protéger les droits des travailleurs migrants, d'améliorer les politiques migratoires liées au développement et de disposer de données fiables. Les PCR et les FIR, ainsi que leurs secrétariats, devaient renforcer leurs capacités, rendre leurs initiatives et politiques plus cohérentes et les faire converger, et obtenir des données fiables. La demande de données fiables avait augmenté au cours des dernières années ; le manque de données désagrégées récentes et de qualité sur la migration compromettait la formulation de politiques migratoires efficaces et bien documentées.

Les PCR et les FIR associés à des organisations économiques régionales, notamment en Afrique — où elles constituaient des piliers des communautés économiques régionales de l'Union africaine — se servaient des mécanismes décisionnels de ces dernières pour adopter leurs propres décisions et harmoniser la législation et les politiques de leurs Etats membres, ce qui avait permis de mettre en conformité le paysage migratoire à l'échelle régionale et nationale. En Afrique, les PCR s'intéressaient depuis longtemps à la migration et au développement, notamment en réponse aux programmes d'action des communautés économiques régionales de l'Union africaine, qui privilégiaient le commerce, la libre circulation et l'utilisation commune des ressources humaines disponibles dans la région. Ce modèle s'était avéré fondamental pour ce qui concerne les accords régionaux officiels sur la migration, qui jetaient les bases d'une approche globale de la gouvernance des migrations.

Pour renforcer l'appropriation nationale et l'efficacité, des mécanismes nationaux de coordination et/ou des secrétariats avaient été établis au sein des PCR en Afrique. De plus, des groupes de travail thématiques avaient été créés pour se pencher sur les principaux domaines d'action des PCR. D'autres MCIM pourraient envisager de mettre en place de tels dispositifs.

Il a été observé que les PCR et les FIR autonomes reposaient sur des structures moins formelles et visaient la convergence au sein de la région conformément à des orientations définies à l'échelle nationale, le niveau national influant alors sur le niveau régional. Par exemple, le Kazakhstan qui présidait le Processus d'Almaty, avait fourni des connaissances sur des approches communes de la migration dans tous les Etats membres du Processus.

Les PCR les plus récents, comme le Processus d'Almaty et l'ARCP, élaboraient des stratégies et des positions relatives à divers aspects de la migration, notamment le renforcement des capacités et la recherche. Ces PCR étaient disposés à la fois à apprendre et à faire part de leurs expériences.

Les secrétariats des PCR et des FIR avaient un rôle à jouer dans la promotion de l'échange d'informations et de bonnes pratiques entre les Etats membres des PCR et avec d'autres MCIM, ainsi que dans l'élaboration de programmes d'action, l'exécution de projets et l'identification de partenaires. A cet égard, ils étaient les mieux placés pour conseiller les différents PCR et FIR sur les initiatives qui contribuent à la réalisation des ODD.

Les participants ont souligné que la mobilité humaine était un aspect important du développement durable et mis en évidence la nécessité d'adopter des plans d'action nationaux et régionaux sur la migration, axés sur les ODD pertinents. Il était possible d'intensifier la participation des PCR et des FIR à la mise en œuvre du Programme 2030, grâce à l'élaboration de politiques, l'échange de bonnes pratiques, le renforcement des capacités, l'exécution de projets ciblés, la collecte de données, la recherche et le suivi de la mise en œuvre des ODD à l'échelle régionale, et il était nécessaire de renforcer les partenariats intrarégionaux entre les PCR, les FIR et d'autres acteurs régionaux. Toutes les organisations étaient instamment invitées à soutenir les PCR et les FIR dans la mise en œuvre des objectifs.



### III. Le rôle des organisations économiques régionales et des commissions régionales des Nations Unies dans la réalisation du Programme 2030 et les domaines de coopération possibles avec les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration

La Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants reconnaissait que la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants avec humanité, sensibilité, compassion et le souci des besoins de chacun relevait d'une responsabilité partagée. Actuellement, cette responsabilité variait entre les pays d'origine, de transit ou de destination, en fonction de la nature des flux migratoires. Il n'existait pas de stratégie ou politique universelle applicable à la gestion de la migration irrégulière, dans la mesure où les flux et schémas migratoires variaient d'une région à l'autre du monde. Il était cependant important de reconnaître que la responsabilité de la gestion de la migration irrégulière devait être partagée et qu'aucun Etat ne pouvait agir seul pour faire face à une situation qui prévalait à l'échelle régionale ou mondiale. Comme il avait été relevé lors du Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants, les PCR, les FIR et autres acteurs régionaux pouvaient fournir des orientations à leurs Etats membres sur le partage des responsabilités en vue de lutter contre la migration irrégulière.

La **session 3** a examiné la place des PCR dans les partenariats multipartites pour le développement durable, notamment les domaines de coopération possibles entre les PCR, les commissions économiques régionales des Nations Unies et les organisations économiques régionales en vue de la mise en œuvre des objectifs de développement durable relatifs à la migration.

Dans le prolongement de la session 2, la session 3 s'est centrée sur d'autres acteurs régionaux importants pour relever les défis de la migration et contribuer à la réalisation des cibles des ODD relatives à la migration de manière à déterminer les domaines de partenariat possibles avec les PCR et les FIR.

Le **panel 1**, consacré aux commissions régionales des Nations Unies, a fourni des informations sur le mandat de ces commissions s'agissant de la mise en œuvre, de l'examen et du suivi du Programme 2030 et des activités correspondantes dans diverses régions du monde.

Il a été expliqué que les **commissions régionales des Nations Unies** étaient chargées, conformément au Programme 2030, d'aider les Etats membres des Nations Unies à intégrer les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable ; d'apporter un appui technique à la mise en œuvre des ODD grâce à une utilisation efficace des moyens de mise en œuvre ; et de faciliter un suivi et un examen efficaces. Ces tâches leur avaient été confiées compte tenu de leur portée universelle, de leur pouvoir de mobilisation, de leur nature intergouvernementale et de leur force, de leur mandat général et intersectoriel, et de leur expérience de la promotion d'un consensus régional sur des accords intergouvernementaux fondamentaux.

Compte tenu de leurs travaux sur la coopération, de la mise en commun d'expériences et de leurs activités communes avec les Etats membres, d'autres organismes des Nations Unies et d'autres parties prenantes, ces dernières années, les commissions régionales des Nations Unies avaient mis en œuvre un certain nombre d'initiatives conjointes visant à s'attaquer à la migration, notamment des ateliers. Elles étaient prêtes à faire part de leurs expériences, à nouer de nouveaux partenariats et à systématiser leurs activités dans le domaine de la migration pour faire progresser la réalisation des ODD. Cinq domaines de coopération entre les MCIM et les commissions régionales des Nations Unies

avaient été recommandés en vue d'atteindre les cibles des ODD relatives à la migration : i) intégrer les ODD relatifs à la migration dans les plans nationaux de développement et dans les cadres budgétaires (essentiellement grâce au partage d'informations et au renforcement des capacités) ; ii) promouvoir la cohérence, l'uniformité et la coordination des politiques (par exemple, pour rendre compte des objectifs relatifs à la migration dans le cadre de forums régionaux pour le développement durable relevant de commissions régionales des Nations Unies en vue d'appuyer la mise en œuvre et l'examen du Programme 2030, ainsi que l'apprentissage mutuel) ; iii) renforcer les capacités des Etats membres en matière de données et statistiques utiles à la mise en œuvre du Programme 2030 (ce qui permettrait de combler les lacunes en matière de données migratoires, identifiées par plusieurs PCR lors de la session 2) ; iv) exploiter les partenariats Sud Sud et régionaux (grâce à la mise en commun d'expériences et de connaissances) ; et v) transformer les modèles régionaux (notamment en matière d'établissement de normes) en biens publics mondiaux.

La table ronde avec les commissions régionales des Nations Unies a souligné l'importance des partenariats entre, d'une part, les commissions régionales et, d'autre part, les PCR et les FIR afin d'atteindre les ODD et d'assurer le suivi de leur mise en œuvre.

La représentante de la **CESAO** a expliqué que son organisation appuyait ses Etats membres dans des domaines comme le suivi et l'examen de la mise en œuvre du Programme 2030, la détermination des moyens permettant de renforcer la dimension régionale des réponses apportées aux défis du développement durable et de la mise en œuvre des cibles des ODD, et l'amélioration de la collecte de données. L'appui apporté par la CESAO à ses Etats membres dans la mise en œuvre du Programme 2030 était inscrit dans la stratégie régionale de développement durable pour la région arabe, qui définissait les priorités convenues d'un commun accord, les modalités de mise en œuvre, et les mécanismes institutionnels et opérationnels de mise en œuvre ; garantissait la participation des Etats membres ; et présentait une vision fondée sur le partenariat. La région arabe avait pour priorité de s'atteler aux questions migratoires dans le cadre d'un programme interconnecté et intégré. La deuxième question abordée dans le rapport de situation sur la migration dans la région arabe serait la migration dans les objectifs de développement durable. Des indicateurs spécifiques seraient envisagés pour la localisation, essentiellement le montant des fonds rapatriés, le coût du recrutement, et les politiques permettant d'assurer des migrations régulières, sûres et bien gérées. Un atelier était prévu pour permettre au Processus consultatif régional sur la migration pour les pays arabes d'améliorer la compréhension de ses Etats membres du Programme 2030 et de ses incidences sur le plan des politiques.

La représentante de la **Commission économique pour l'Afrique (CEA)** a dit que la CEA appuyait ses Etats membres dans des domaines comme la production de connaissances, le renforcement des capacités, les données et statistiques, et la conception de politiques qui reconnaissent le rôle essentiel de la migration pour le développement durable. La CEA avait fourni des orientations à ses Etats membres pour que leurs rapports sur l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons (Agenda 2063) de l'Union africaine et sur le Programme 2030 soient cohérents et durables. Elle avait aussi encouragé la cohérence entre les différentes politiques nationales conformément aux protocoles et accords régionaux et sous régionaux et renforcé la capacité des parties prenantes de mettre en œuvre des politiques d'amélioration des systèmes juridiques et statistiques sur la migration internationale. La CEA avait également entrepris un travail d'analyse en partenariat avec des instituts de recherche nationaux et régionaux pour mieux comprendre les incidences des tendances migratoires sur le continent et avait élaboré des politiques sur l'éducation, les compétences et la formation nécessaires pour répondre aux besoins et saisir les occasions à l'échelle nationale, régionale et internationale.

En tant qu'élément important favorisant un développement durable et inclusif, la migration avait été inscrite à l'ordre du jour des principales manifestations dans le domaine du développement en Afrique, comme la neuvième Réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique ou le dixième Forum



pour le développement de l'Afrique. S'agissant de la migration de main d'œuvre, l'Union africaine, en collaboration avec la CEA, l'OIM et l'OIT, avait lancé une initiative sur la gouvernance des migrations de main d'œuvre pour l'intégration et le développement en Afrique (également appelé Programme conjoint de migration de main-d'œuvre pour l'Afrique), un programme complet, politique et pratique visant à élaborer et intégrer des approches en matière de mobilité et de migration de main d'œuvre dans toute l'Afrique.

La CEA était favorable à des processus de consultation mondiaux, régionaux et sous régionaux sur la migration internationale associant des pays de destination en vue de concevoir, mettre en œuvre et faciliter des plans d'action relatifs à la migration dans des pays d'origine. Si elle n'avait pas encore travaillé directement avec des PCR, elle se félicitait de l'échange d'informations et de bonnes pratiques pour améliorer la base de connaissances sur les ODD relatifs à la migration et sur leur mise en œuvre, qui était utile pour orienter les politiques et programmes des Etats membres sur la migration. La collaboration avec les PCR et FIR pouvait notamment porter sur la production de données de meilleure qualité, y compris des données désagrégées, et l'élaboration d'un cadre de suivi solide sur la migration ; la coordination des politiques et mesures relatives à la migration pour favoriser la cohérence politique et l'intégration de la migration dans les plans et stratégies de développement ; et les investissements dans la jeunesse, en privilégiant et en garantissant une éducation et des compétences de qualité, et dans les possibilités d'emploi pour les jeunes en Afrique afin de préparer la transition démographique et d'exploiter le dividende démographique potentiel, conformément au Programme 2030.

Dans la discussion qui a suivi, les participants ont souligné l'importance des processus régionaux qui permettaient d'échanger des informations et de créer un climat de confiance et, ce faisant, de nouer des liens entre les Etats et de faciliter de futurs accords bilatéraux et multilatéraux. Les PCR et les FIR étaient souvent considérés comme des enceintes visant essentiellement à réduire la migration irrégulière et à gérer la migration conformément aux objectifs économiques et politiques des pays de destination, alors que la participation d'organisations régionales, d'organisations intergouvernementales, de commissions régionales des Nations Unies ou d'autres organisations compétentes aux dialogues des PCR avait contribué à changer les mentalités concernant la gestion des migrations. Divers acteurs avaient centré leurs efforts sur différents aspects de la migration, comme les données, les politiques et les contextes propres aux différents pays. Le fait de réunir toutes ces connaissances, de renforcer les partenariats existants et d'en établir de nouveaux en faisant participer toutes les parties prenantes, les milieux universitaires, les jeunes et les migrants eux mêmes permettrait de s'atteler aux questions de migration d'un point de vue global en tenant compte des différentes cibles des ODD. Par conséquent, il était nécessaire de renforcer l'intégration parmi les PCR et d'intensifier la coopération entre les PCR et les commissions régionales des Nations Unies pour combler les lacunes importantes mentionnées lors du panel 1.

Le **panel 2** a examiné le rôle des principales initiatives multilatérales et interrégionales et des organisations économiques régionales dans la mise en œuvre, l'examen et le suivi du Programme 2030 à l'échelle régionale et nationale ; décrit les partenariats existants avec des MCIM ; et recommandé d'autres domaines de coopération.

L'**Union africaine** a travaillé avec les communautés économiques régionales africaines et des PCR en Afrique à la mise en œuvre de toutes les cibles des ODD relatives à la migration. S'agissant de la gouvernance et des politiques en matière de migration (cible 10.7), le Cadre pour les politiques de migration en Afrique de l'Union africaine avait fourni à ses Etats membres et aux communautés économiques régionales africaines les orientations et principes nécessaires pour formuler et mettre en œuvre leurs propres politiques migratoires nationales et régionales, compte tenu de leurs priorités et ressources respectives, et pour établir un lien entre migration et développement. Le renforcement des capacités en matière de gestion des migrations était au cœur de ce Cadre. Le degré de mise en œuvre du Cadre était en cours d'évaluation. Un autre instrument clé de l'Union africaine était la Convention sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala), qui

établissait à la fois les responsabilités des Etats et un cadre juridique pour faire face aux déplacements internes, promouvoir des solutions durables et offrir protection et assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Afrique (cibles 1.5, 10.7 et 11.5 des ODD et objectif 13).

L'Initiative de la Commission de l'Union africaine contre la traite des êtres humains (AU COMMIT) avait renforcé les initiatives existantes visant à lutter contre la traite d'êtres humains à l'appui du Plan d'action de Ouagadougou contre la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, contribuant ainsi à la réalisation des cibles 5.2, 8.7, 10.7 et 16.2 des ODD.

*L'Initiative de l'Union africaine sur la traite des êtres humains et le trafic de migrants dans la Corne de l'Afrique* avait été lancée pour appuyer les capacités des Etats membres de l'Union africaine et les réponses qu'ils apportaient à la criminalité transnationale organisée, notamment la traite d'êtres humains et le trafic illicite de migrants, pour protéger les réfugiés et les demandeurs d'asile dans la région de la Corne de l'Afrique, sur les trois routes principales vers l'Europe, sur les routes principales vers les pays du Golfe et sur le continent africain. L'Initiative avait ensuite donné naissance à l'Initiative sur la route migratoire Union européenne Corne de l'Afrique (Processus de Khartoum), dont les efforts avaient été précisément centrés sur une de ces routes.

Il a été observé que malgré l'ampleur des rapatriements de fonds à destination et à l'intérieur du continent, l'Union africaine avait nettement progressé en ce qui concerne la cible 10.c des ODD, grâce à l'Institut africain des rapatriements de fonds, une initiative de l'Union africaine mise en place avec le soutien de la Banque mondiale et de la Commission européenne, et en coopération avec la Banque africaine de développement et l'OIM. L'Institut avait aidé à réduire le coût des rapatriements de fonds et à renforcer les capacités de tous les Etats membres de l'Union africaine, des banques centrales, des expéditeurs et destinataires de rapatriements de fonds et d'autres parties prenantes, pour développer et mettre en œuvre des stratégies concrètes et des instruments opérationnels visant à faire des rapatriements de fonds un outil de développement pour réduire la pauvreté ; collecter des données sur le coût des rapatriements de fonds et mener des recherches sur l'utilisation des rapatriements de fonds aux fins du développement social. L'Union africaine s'était inspirée de la gestion des rapatriements de fonds au Mexique et dans certains Etats d'Afrique australe.

Cherchant à réduire la migration irrégulière et, en fin de compte, le coût élevé des rapatriements de fonds, l'Union africaine s'efforçait d'améliorer les possibilités de migration de main d'œuvre et la mobilité au sein du continent par le biais du Programme conjoint de migration de main-d'œuvre pour l'Afrique. Elle était fermement résolue à garantir, en 2018, la libre mobilité des ressortissants des Etats membres de l'Union africaine au sein du continent.

Le représentant de l'Union africaine a encouragé les synergies entre les PCR et d'autres processus et proposé qu'ils se penchent également sur des questions autres que la migration, comme le commerce et la création de zones de libre échange, ce qui présupposait la libre circulation des personnes et des travailleurs. L'Union africaine estimait que les FIR établissant des liens entre l'Afrique et l'Union européenne ne devaient pas uniquement s'efforcer de mettre un terme aux flux irréguliers, mais également mener des initiatives favorisant un commerce propice à la prospérité, et intégrer la prospérité dans le processus de migration de façon à remplacer les flux irréguliers par des mouvements réguliers.

La migration était une des principales priorités pour l'**Union européenne**. Son Approche globale de la question des migrations et de la mobilité (AGMM), cadre général de la politique extérieure de l'Union européenne en matière de migration et d'asile, avait défini la manière dont elle menait le dialogue et la coopération politiques avec les pays non membres de l'Union européenne. Ce dialogue et cette coopération étaient fondés sur des priorités clairement définies et faisaient partie intégrante de l'action extérieure globale de l'Union européenne, notamment la coopération au développement. L'Agenda européen en matière de migration présentait la réponse européenne à la situation en Méditerranée et énonçait des mesures à plus long terme pour gérer la migration sous tous ses aspects, en l'intégrant dans tous les domaines politiques, en associant les politiques internes et externes, en

optimisant l'utilisation des agences et outils de l'Union européenne, et en faisant participer tous les acteurs, notamment ses Etats membres et institutions, les organisations internationales, la société civile, les autorités locales et les partenaires nationaux extérieurs à l'Union européenne.

Une réponse dans le domaine de la gestion des migrations devrait aller au delà de la gestion de crise et être structurelle. Aucun Etat membre de l'Union européenne ne pouvait gérer seul la migration de manière efficace ; la dimension externe de la politique migratoire de l'Union européenne était donc essentielle. L'Union européenne était résolue à travailler en étroite collaboration avec tous les partenaires à l'échelle bilatérale, régionale, continentale et mondiale et le dialogue sur la migration était au cœur de son approche de la migration. L'Union européenne avait apporté un soutien politique, technique et financier aux FIR qu'elle avait établies, comme le Partenariat Afrique UE sur la migration, la mobilité et l'emploi ; le Processus de Rabat ; le Processus de Khartoum ; le Processus de Budapest ; le Processus de Prague ; le Dialogue Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique – Union européenne sur la migration ; et le Dialogue birégional structuré et global sur les migrations Union européenne-Amérique latine et Caraïbes, qui couvraient l'ensemble des questions de migration et permettaient un dialogue équilibré sur les quatre domaines prioritaires de l'AGMM (migration légale, migration irrégulière, protection internationale, et migration et développement), tout en tenant compte des priorités des pays partenaires. Une confiance et une compréhension accrues entre ces FIR avaient permis d'obtenir des accords et des engagements sur des points d'action. L'Union européenne s'était employée à faire en sorte que les FIR obtiennent des résultats concrets. Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique, un outil de développement qui mettait en commun les ressources provenant de différents bailleurs de fonds dans le but d'apporter une réponse rapide, souple et commune aux différentes dimensions d'une situation d'urgence, avait été utilisé pour appuyer la mise en œuvre des accords conclus dans le cadre de ces FIR. Le nouveau cadre de partenariat pour les migrations axé sur les résultats de la Commission européenne était censé mobiliser les ressources et concentrer les actions sur ses activités extérieures en matière de gestion des migrations. Ces actions devraient prendre en considération les objectifs de développement durable. L'objectif du nouveau plan d'investissement extérieur de l'Union européenne était d'améliorer les infrastructures sociales et économiques et de stimuler l'investissement en Afrique et dans les pays du voisinage européen, afin de renforcer les partenariats et de contribuer à la réalisation des objectifs.

Davantage d'efforts devaient être consacrés à l'examen et au suivi des ODD et à un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Les relations entre l'Union européenne et les pays partenaires étaient indispensables pour relever avec efficacité les défis de la migration et en recueillir les fruits. L'Union européenne participait à un certain nombre de MCIM qui, bien qu'informels et non contraignants, permettaient des consultations régulières, développaient les partenariats, renforçaient les capacités, aboutissaient à des changements dans les politiques, la législation et les pratiques, aidaient à faire tomber les barrières entre les partenaires à tous les niveaux, créaient des réseaux pour faciliter l'harmonisation des positions, et renforçaient l'appropriation. Les MCIM étaient indispensables pour garantir le respect des priorités relatives à la migration et pour favoriser la mise en œuvre du Programme 2030. L'Union européenne envisagerait des partenariats avec d'autres MCIM sur des mesures communes concrètes.

La plupart des flux migratoires au sein de l'**Union économique eurasienne** étaient intrarégionaux. Pour améliorer leur gestion et contribuer ainsi à la réalisation du Programme 2030, le Traité sur l'Union économique eurasienne renfermait des dispositions sur la protection sociale des migrants et la protection de leurs droits en supprimant à la fois les quotas pour les non résidents et les prescriptions relatives à l'obtention d'un permis de travail pour les ressortissants de ses Etats membres ; les migrants originaires des Etats membres de l'Union économique eurasienne bénéficiaient de la même protection sociale, des mêmes services médicaux étatiques et du même taux d'impôt foncier national que les ressortissants pour ce qui est de l'impôt sur le revenu des particuliers, ainsi que de la reconnaissance mutuelle automatique des diplômes et qualifications universitaires. Un traité relatif aux retraites, en cours de négociation, permettrait l'accumulation, le transfert et le versement des pensions dans toute l'Union économique eurasienne. Des conseils intergouvernementaux sur la migration, les

affaires sociales et les retraites avaient été établis pour traiter les questions liées à la migration et à la protection sociale des migrants, contribuant ainsi à la réalisation de la cible 8.8 des ODD.

Dans l'ensemble, les unions économiques et syndicats régionaux permettaient d'assurer la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux, favorisant ainsi une approche interconnectée de la régularisation et de la gestion des migrations. Cependant, l'identification d'approches ou de politiques migratoires communes avec les pays tiers extérieurs à l'Union économique eurasiennne continuait de poser des difficultés. Etant donné que la gestion des afflux de migrants incombait aux gouvernements nationaux et non aux autorités supranationales, il n'existait pas encore de position commune sur la migration. La migration résultant souvent d'inégalités de revenus et du manque de perspectives, il était important de s'attaquer à ses causes profondes. Pour que les migrations favorisent le développement, des politiques communes en matière de commerce extérieur et d'investissement devaient également viser les pays plus défavorisés, sources des flux migratoires.

Le **tour de table** avec les représentants des organisations économiques régionales et la discussion qui a suivi ont permis d'identifier les domaines dans lesquels des partenariats régionaux pouvaient être noués entre les organisations économiques régionales, les commissions régionales des Nations Unies et les PCR.

Le représentant du MERCOSUR a expliqué qu'environ la moitié des flux migratoires en Amérique du Sud étaient intrarégionaux. Au cours des dernières années, la politique migratoire en Amérique du Sud était passée d'une politique relativement réductrice axée sur la sécurité et le contrôle à une politique fondée sur les droits de l'homme. Le consensus atteint au sein du MERCOSUR, dans la région et au delà, découlait des associations établies entre les Etats membres du MERCOSUR et d'autres pays et des liens créés avec les PCR et les FIR. Le groupe de travail du MERCOSUR chargé des affaires juridiques et consulaires et son forum spécialisé sur les migrations encourageaient la coopération, la coordination des politiques et l'établissement de mécanismes communs visant à approfondir l'intégration régionale en matière de migration.

Certains instruments juridiques du MERCOSUR, comme l'accord sur la résidence pour les citoyens des Etats parties au MERCOSUR et des Etats qui y sont associés, l'Accord multilatéral du MERCOSUR sur la sécurité sociale, et le mécanisme de coopération consulaire du MERCOSUR représentaient de véritables progrès dans la gestion des migrations, l'apport d'une plus grande clarté conceptuelle en tenant compte des circonstances individuelles lors de l'examen des cas de migration irrégulière, et la réduction des vulnérabilités des migrants. Les voyages entre les pays du MERCOSUR avaient été simplifiés et seule la carte d'identité était nécessaire. Une loi sur l'acquisition progressive de la nationalité était en cours d'examen et devait être pleinement mise en œuvre en 2021, garantissant ainsi aux migrants et aux résidents des droits politiques, civils, sociaux et culturels, une égalité des chances et des conditions de vie, une égalité d'accès au marché du travail, aux systèmes de santé et à l'éducation. Un nouvel accord sur la migration en cours d'examen devrait mentionner les objectifs de développement durable.

Le MERCOSUR s'intéressait à la libre circulation des travailleurs migrants et avait élaboré des orientations visant à protéger les droits des filles, des garçons et des adolescents migrants à l'appui de l'objectif 8, ainsi que des orientations pour les femmes victimes de la traite d'êtres humains, à l'appui de l'objectif 5.

L'établissement d'un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières devait aider à surmonter les difficultés rencontrées dans la région du MERCOSUR en ce qui concerne la promotion et la mise en œuvre des objectifs dans les programmes d'action nationaux et régionaux.

La représentante de l'**Association sud asiatique de coopération régionale** (ASACR) a expliqué que la migration était de plus en plus déterminante pour les économies sud asiatiques. Les rapatriements de fonds représentaient une partie importante du PIB et des recettes en devises de la plupart des

pays. Le programme d'action sur la migration de l'ASACR n'était encore que conceptuel. Même si les Etats membres de l'ASACR avaient adopté des cadres législatifs et administratifs pour la protection des travailleurs migrants, ce n'était qu'en 2014 que l'ASACR s'était intéressée à la migration à l'échelle régionale en acceptant de coopérer pour assurer des migrations sûres, ordonnées et responsables en provenance de l'Asie du Sud afin de garantir la sûreté, la sécurité et le bien être des travailleurs migrants dans les pays de destination en dehors de la région. Le document de réflexion pour une coopération régionale en matière de migration avait trois objectifs : établir un mécanisme institutionnel à l'échelle régionale ; faciliter l'élaboration d'une déclaration de l'ASACR sur la protection et la promotion des droits et de la protection sociale des travailleurs migrants ; et définir des domaines thématiques prioritaires pour la coopération régionale et faciliter le partage d'informations et la production de connaissances sur les questions relatives à la migration de main d'œuvre. L'ASACR espérait apprendre des autres MCIM sur des questions migratoires et coopérer avec eux.

Les participants ont admis que la migration, en tant que phénomène transfrontalier et transcontinental, imposait nécessairement des partenariats et offrait une possibilité unique pour les Etats, les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, les organisations régionales et la société civile de renforcer les partenariats existants par l'intermédiaire des MCIM et d'en établir de nouveaux. Aucun pays agissant seul ne pouvait répondre aux questions relatives à la migration et relever les défis qu'elle pose. La réalisation des ODD relatifs à la migration exigeait un dialogue régional renforcé et une approche plus contraignante, qui devaient également faire intervenir la société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé. Les partenariats avaient consolidé les réponses globales en permettant le partage et l'exploitation des connaissances, des ressources et des moyens communs, ce qui avait permis d'élargir la portée des réponses, de surmonter les obstacles pour atteindre les personnes dans le besoin, et de renforcer la résilience.

Le partage d'expériences et la création de synergies entre les PCR et d'autres parties prenantes régionales devaient être encouragés. Des exemples de dialogues positifs couronnés de succès donnant lieu à une meilleure intégration régionale consolideraient les concepts de responsabilité partagée et de solidarité.

Si la migration intrarégionale revêtait une importance capitale, elle était également nécessaire pour aborder l'immigration provenant de pays tiers extérieurs aux blocs régionaux.

Le Programme 2030 fournissait l'occasion d'approfondir la coopération existante entre les commissions régionales des Nations Unies et d'autres acteurs régionaux, et de former de nouveaux partenariats pour une efficacité, une responsabilité et des apprentissages mutuels, afin de veiller à ne laisser personne de côté. Certaines commissions régionales travaillaient déjà avec des PCR dans leur région respective et d'autres étaient prêtes à le faire.

L'Union africaine et l'Union européenne coopéraient depuis longtemps déjà avec des PCR et des FIR. Toutefois, l'Union africaine centrait davantage ses activités sur l'harmonisation des politiques et lois régionales, tandis que l'Union européenne privilégiait la mise en œuvre de projets ciblés. D'autres organisations économiques régionales collaboraient également avec les MCIM dans leur région respective et étaient disposées à étendre cette collaboration afin de remédier aux lacunes et difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des objectifs de développement durable et de tirer parti de l'expérience et des outils des uns et des autres.





## IV. Conclusion

L'objectif de la sixième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux, interrégionaux et mondiaux sur la migration était d'examiner la migration internationale du point de vue du développement durable mondial, comme le permettait l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'autres documents connexes, notamment le Programme d'action d'Addis Abeba et la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants.

L'élargissement du dialogue avec d'importants acteurs régionaux — commissions régionales des Nations Unies, initiatives multilatérales et interrégionales et organisations économiques régionales — dans l'esprit du Programme 2030 et dans le prolongement de la Déclaration de New York, avait permis un débat riche sur une approche participative pour relever les défis migratoires actuels.

Les débats avaient mis en relief la participation actuelle, à l'échelle régionale, de diverses parties prenantes (MCIM, organisations économiques régionales et commissions régionales des Nations Unies) à des activités visant à réaliser les cibles des ODD relatives à la migration, les lacunes et difficultés rencontrées dans le cadre de ce processus, ainsi que la nécessité fondamentale de renforcer la coopération entre toutes les parties prenantes et les domaines dans lesquels une telle collaboration pourrait être mise en place.

Si certaines cibles des ODD étaient explicitement liées à la migration, de fait, tous les objectifs se rapportaient, d'une manière ou d'une autre, à la migration, compte tenu de la portée et de la diversité actuelles du phénomène. Le Programme 2030 comportait des engagements fermes et prévoyait des cibles intégrées et interconnectées.

Les partenariats étaient le moyen de réaliser ce programme très complexe. La migration était une réalité qu'il convenait de gérer de façon durable, pas uniquement en temps de crise, et cette gestion passait par des cadres politiques et un dialogue politique entre différentes régions, les MCIM et d'autres acteurs. S'il incombait en premier lieu aux gouvernements de réaliser les ODD, tous les acteurs — organisations intergouvernementales, organisations régionales, société civile, milieux universitaires, secteur privé et les migrants eux mêmes — devaient participer à la recherche de solutions pour faire face aux situations migratoires actuelles dans un contexte de mondialisation. Si certains partenariats (par exemple avec des organisations intergouvernementales) étaient habituels pour les MCIM, les partenariats avec les organisations économiques régionales, les commissions régionales des Nations Unies et les initiatives multilatérales et interrégionales devaient également être étudiés. L'établissement de partenariats avec le secteur privé afin de mieux œuvrer au service des migrants devait également être envisagé.

Troisièmement, le Programme 2030 considérait la migration comme un vecteur de développement, ce qui imposait à certaines parties prenantes de modifier leurs approches de la gouvernance des migrations. Les approches actuelles étaient souvent axées sur le contrôle et fragmentées. Le Programme 2030 préconisait une approche axée sur les droits de l'homme, en portant une attention suffisante aux migrants considérés individuellement plutôt que collectivement. Il visait à remédier aux causes profondes de la pauvreté et à répondre au besoin universel d'un développement qui profite à tous. Ses 17 objectifs et 169 cibles visaient à surmonter les principaux obstacles systémiques au développement durable. Les moyens de mise en œuvre du Programme correspondaient à ses objectifs ambitieux et dépendaient essentiellement des ressources financières, de la technologie et du développement des capacités.

Il était urgent d'établir un cadre concret susceptible d'aboutir à un partage efficace des responsabilités et à des partenariats solides en faveur de migrations bien gérées. Un tel cadre pouvait être élaboré dans le contexte des négociations sur un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et de la conférence intergouvernementale sur les migrations internationales de 2018, étant entendu que les MCIM et les commissions régionales des Nations Unies étaient des outils à mobiliser dans le cadre du processus relatif au pacte mondial.

L'intégration officielle de l'OIM dans le système des Nations Unies en tant qu'organisation apparentée offrait l'occasion de passer en revue les systèmes opérationnels et de renforcer les liens entre divers acteurs à l'appui de la réalisation des ODD dans leur ensemble et, en particulier, des cibles relatives à la migration.

### **Les points clés suivants ont été dégagés lors de la Réunion :**

- Le Programme 2030 était un puissant moyen d'intégrer la migration dans les programmes de développement à tous les niveaux.
- Toutes les cibles des ODD se rapportaient, d'une manière ou d'une autre, à la migration et les acteurs régionaux avaient un rôle important à jouer pour que tous les objectifs soient atteints, contribuant ainsi à la mise en place de politiques migratoires bien gérées et à des migrations sûres, ordonnées et régulières.
- Les PCR/FIR pouvaient contribuer de manière déterminante à la mise en œuvre des cibles des ODD qui se rapportent spécifiquement à la migration.
- La mise en œuvre et les partenariats étaient des domaines essentiels dans lesquels les PCR pouvaient contribuer à atteindre les objectifs complexes et ambitieux du Programme 2030.
- Les moyens de mise en œuvre, notamment en ce qui concerne les données, l'innovation, les technologies et le commerce, revêtaient une grande importance.
- Les chances, les besoins et les défis s'agissant de la mise en œuvre des cibles des ODD relatives à la migration au niveau régional variaient, selon qu'il s'agissait de PCR associés à des organisations économiques régionales, de PCR autonomes, ou de secrétariats des PCR. En Afrique, les PCR étaient déjà ancrés dans les communautés économiques régionales.
- Il était nécessaire de renforcer le dialogue, dans la mesure où il n'existait pas d'approche politique universelle de la migration.
- Les avantages découlant de partenariats avec d'autres acteurs au niveau régional pouvaient permettre de relever les défis et d'étendre la participation des PCR aux mesures visant à atteindre les ODD.
- Il était important de recueillir des données fiables sur la migration et de les mettre en commun au sein des MCIM et entre eux.
- L'adoption du Programme 2030 et l'entrée de l'OIM dans le système des Nations Unies permettaient une coopération renforcée entre les commissions régionales des Nations Unies et les MCIM, notamment les PCR.

### **La Réunion a débouché sur les recommandations suivantes :**

- (a) Les MCIM et, en particulier les PCR, pouvaient contribuer à la réalisation des cibles des ODD relatives à la migration comme suit :
  - (i) Fournir aux Etats membres une plateforme qui leur permette d'examiner les défis et les chances régionaux que présente la mise en œuvre des aspects des ODD relatifs à la migration.
  - (ii) Revoir leurs stratégies régionales, leurs domaines d'activité, leurs plans de travail et leurs programmes en place de manière à tenir compte des nouveaux objectifs de développement durable et à adapter leurs priorités et leurs stratégies respectives aux ODD pertinents.



- (iii) Contribuer à la mise en œuvre du Programme 2030 en planifiant et en réalisant des projets, des activités et des travaux de recherche à l'appui de la réalisation des ODD étroitement liés à leur domaine d'activité.
  - (iv) Promouvoir des politiques à l'appui des ODD à l'échelle régionale et nationale qui contribuent à l'harmonisation de la législation de leurs Etats participants, et favoriser des approches politiques convergentes dans leur région respective.
  - (v) Renforcer les capacités de leurs Etats membres, faciliter l'échange d'expériences et mettre en place des mécanismes d'apprentissage mutuel et d'examen par les pairs.
  - (vi) Recueillir des données fiables, réaliser des travaux de recherche et élaborer des rapports pouvant être intégrés dans les examens nationaux ou régionaux, communiqués dans les enceintes régionales pertinentes ou incorporés dans les examens pertinents lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable des Nations Unies.
  - (vii) Promouvoir des synergies plus grandes entre les PCR et les processus mondiaux, notamment l'IDM, le FMMD, le Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement.
  - (viii) Prendre en considération la migration dans les discussions menées au sein d'autres entités régionales ou mondiales.
  - (ix) Faire fonction de plateforme à l'appui des consultations régionales visant à établir un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, et y contribuer grâce aux efforts déjà déployés par les PCR pour atteindre les cibles des ODD relatives à la migration.
  - (x) Rechercher et nouer des partenariats avec d'autres acteurs régionaux pour atteindre les ODD, en particulier avec les commissions régionales des Nations Unies et les organisations économiques régionales, mais aussi avec la société civile et le secteur privé.
- (b) La coopération et les partenariats à l'échelle régionale, notamment avec les commissions régionales des Nations Unies et les organisations économiques régionales, contribuaient de manière déterminante à la promotion de migrations respectueuses de la dignité, ordonnées et sûres dans l'intérêt de tous et, ce faisant, à la réalisation des cibles des ODD relatives à la migration.
- (c) Tous les Etats membres, partenaires, PCR, commissions régionales des Nations Unies et organisations économiques régionales bénéficiaient du soutien de l'OIM et de ses outils et ressources en vue d'atteindre les ODD.

Les participants ont reconnu le rôle de l'OIM en sa qualité d'organisme chef de file pour les questions de migration à l'échelle mondiale et se sont félicités, en particulier, des efforts qu'elle déploie pour aider les MCIM et d'autres organisations régionales à prendre des mesures en vue d'atteindre les ODD et à faciliter le dialogue politique et les partenariats dans ce domaine. Ils ont remercié l'OIM d'avoir organisé et présidé la réunion.





# **Annexes**



## Annexe I. Résumé de la présidence

1. La sixième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs sur la migration s'est tenue le 13 octobre 2016 au Palais des Nations, à Genève (Suisse). Elle avait pour thème « Migration et objectifs de développement durable : Rôle des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et des organisations économiques régionales. »
2. Le moment choisi pour cette réunion était particulièrement opportun, puisqu'il coïncidait avec la mise en œuvre du programme « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » (Programme 2030), qui intègre la migration dans les approches globales du développement. Les débats ont essentiellement porté sur le rôle des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM), à savoir, principalement, les processus consultatifs régionaux sur la migration (PCR), mais aussi les forums interrégionaux sur la migration (FIR) et les processus mondiaux sur la migration, ainsi que d'autres acteurs régionaux.
3. La réunion entendait faciliter l'identification de partenariats potentiels entre les MCIM et d'autres acteurs à l'échelle régionale, tels que les organisations économiques régionales, les communautés économiques régionales et les commissions régionales des Nations Unies.
4. Elle a rassemblé 68 délégués représentant des présidents et des secrétariats de 21 MCIM,<sup>3</sup> ainsi que des organisations économiques régionales<sup>4</sup> et des commissions régionales des Nations Unies.<sup>5</sup>
5. La sixième Réunion mondiale s'est tenue immédiatement après le second atelier du Dialogue international sur la migration (IDM) 2016 intitulé « Suivi et examen des points relatifs à la migration dans les objectifs de développement durable » (11-12 octobre 2016), une autre manifestation organisée par l'OIM consacrée aux objectifs de développement durable (ODD) relatifs à la migration, à laquelle ont aussi pris part six participants invités à la sixième Réunion mondiale.<sup>6</sup> Un compte rendu sur cet atelier de l'IDM a été fait pendant la réunion dans le cadre de l'exposé de l'organisation hôte.
6. La session 1 a été l'occasion d'informer les participants de l'intégration de la migration dans le Programme 2030 et de l'importance des partenariats pour la réalisation des objectifs visés. Elle a posé les jalons du débat sur le rôle que peuvent jouer les MCIM pour appuyer la mise en œuvre des cibles des objectifs de développement durable relatives à la migration et des partenariats multipartites.
7. La présidence du FMMD a insisté sur le rôle des partenariats pour le développement durable, notamment à l'échelon régional, sous l'angle des quatre aspects suivants : les objectifs, les sexes/pécificités, les gouvernements et un système économique mondial qui ne laisse personne de côté.
8. La session 2 a porté sur la participation des forums interrégionaux sur la migration (FIR) et des PCR aux activités qui contribuent à la mise en œuvre du Programme 2030. Le panel 1 s'est intéressé aux PCR qui sont officiellement associés à des organisations économiques régionales, en particulier les communautés économiques régionales de l'Union africaine. Le panel 2 a présenté l'action des PCR autonomes, tandis que le panel 3 a réfléchi une nouvelle fois au rôle des

3 Dialogue 5+5 sur la migration en Méditerranée occidentale, Dialogue d'Abou Dhabi, Processus d'Almaty sur la protection des réfugiés et les migrations internationales, Processus consultatif régional sur la migration pour les pays arabes, Processus de Bali, Processus de Budapest, Processus de Colombo, MIDCOM, IGAD-PCR, CIG, DIMAC, MIDSA, MIDWA, Processus de Prague, Processus de Puebla, Processus de Rabat, SACM, Forum panafricain, IDM, FMMD et les Consultations sur la migration dans les Caraïbes [nées du PCR pour les Caraïbes].

4 Représentants de l'Union africaine, de la Commission économique eurasiennne, de l'UE, du MERCOSUR et de l'ASACR.

5 Représentants de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO).

6 Dialogue 5+5 sur la migration en Méditerranée occidentale, Processus consultatif régional sur la migration pour les pays arabes, Processus de Puebla, Processus de Colombo, Processus de Rabat, Commission économique eurasiennne.

secrétariats des PCR dans l'élaboration des programmes de ces derniers qui intègrent les ODD. Dans le cadre de ses trois panels, la session a étudié les chances et les défis qui se présentent aux PCR associés à des organisations économiques régionales, à ceux qui sont autonomes, et aux secrétariats des PCR en matière de contribution à la mise en œuvre des cibles des ODD relatives à la migration à l'échelle régionale.

9. La session 3 était consacrée aux rôles respectifs des organisations économiques régionales et des commissions économiques régionales des Nations Unies et à leur participation dans la perspective de la mise en œuvre des cibles des objectifs de développement durable relatives à la migration, en particulier à l'échelle régionale. Dans le cadre de deux panels, elle a passé en revue les domaines de coopération possibles avec les PCR à cet égard. Le panel 1 a permis de mieux connaître le mandat des commissions économiques régionales des Nations Unies s'agissant de la mise en œuvre, de l'examen et du suivi du Programme 2030 et des activités correspondantes dans diverses régions du monde. Le panel 2 et le tour de table ont porté sur le rôle des organisations économiques régionales dans la mise en œuvre du Programme 2030. Les discussions qui ont suivi visaient à identifier les domaines de partenariats potentiels à l'échelle régionale entre les organisations économiques régionales, les commissions économiques régionales des Nations Unies et les PCR à l'échelle régionale.
10. Lors des discussions plénières, les participants ont souligné plusieurs aspects majeurs :
  - Le Programme 2030 est un puissant moyen d'intégrer la migration dans les programmes de développement à tous les niveaux.
  - Toutes les cibles des ODD se rapportent, d'une manière ou d'une autre, à la migration, et les acteurs régionaux ont un rôle important à jouer pour que tous les objectifs soient atteints, contribuant ainsi à la mise en place de politiques migratoires bien gérées et à des migrations sûres, ordonnées et régulières.
  - Les PCR/FIR peuvent contribuer de manière déterminante à la mise en œuvre des cibles des ODD qui se rapportent spécifiquement à la migration.
  - La mise en œuvre des cibles et les partenariats sont des domaines essentiels dans lesquels les PCR peuvent faciliter le suivi donné aux objectifs complexes et ambitieux du Programme 2030.
  - Les moyens de mise en œuvre, notamment les données, l'innovation, les technologies et le commerce, revêtent une grande importance.
  - Les chances, les besoins et les défis s'agissant de la mise en œuvre des cibles des ODD relatives à la migration au niveau régional varient, selon qu'il s'agit i) des PCR associés à des organisations économiques régionales, ii) des PCR qui sont autonomes, iii) des secrétariats des PCR, étant entendu que l'Afrique ouvre la voie en suggérant d'ancrer les PCR dans les communautés économiques régionales.
  - Il est nécessaire de renforcer le dialogue, dans la mesure où il n'existe pas d'approche politique universelle de la migration.
  - Les avantages découlant de partenariats avec d'autres acteurs au niveau régional peuvent permettre de relever les défis et d'étendre la participation des PCR aux mesures visant à atteindre les ODD.
  - Il est important de recueillir des données fiables sur la migration et de les mettre en commun au sein des mécanismes consultatifs interétatiques et entre eux.
  - L'adoption du Programme 2030 et l'entrée de l'OIM dans le système des Nations Unies permettent une coopération renforcée entre les commissions économiques régionales des Nations Unies et les mécanismes consultatifs interétatiques, notamment les PCR.

## 11. La réunion a débouché sur les recommandations suivantes :

- (a) Les MCIM et, en particulier, les PCR, peuvent contribuer à la réalisation des cibles des ODD relatives à la migration comme suit :
    - (i) Fournir aux Etats Membres une plateforme qui leur permette d'examiner les défis et les chances régionaux que présente la mise en œuvre des aspects des ODD relatifs à la migration.
    - (ii) Revoir leurs stratégies régionales, leurs domaines d'activité, leurs plans de travail et leurs programmes en place de manière à tenir compte des nouveaux objectifs de développement durable et à adapter leurs priorités et leurs stratégies respectives aux ODD pertinents.
    - (iii) Passer à la mise en œuvre des objectifs de développement durable du Programme 2030 en planifiant et en réalisant des projets, des activités et des travaux de recherche à l'appui de la réalisation des ODD proches de leur domaine d'activité.
    - (iv) Promouvoir des politiques à l'appui des ODD à l'échelle nationale et régionale qui contribuent à l'harmonisation de la législation de leurs Etats participants, et favoriser des approches politiques convergentes dans leur région respective.
    - (v) Renforcer les capacités de leurs Etats membres respectifs, échanger les expériences, et mettre en place des mécanismes d'apprentissage mutuel et d'examen par les pairs.
    - (vi) Recueillir des données fiables, réaliser des travaux de recherche et élaborer des rapports pouvant être intégrés dans les examens nationaux ou régionaux, communiqués dans les enceintes régionales pertinentes ou incorporés dans les examens pertinents lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable.
    - (vii) Promouvoir des synergies plus grandes entre les PCR et les processus mondiaux, notamment l'IDM, le FMMD, le Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement.
    - (viii) Introduire un « angle de la migration » dans les discussions menées au sein d'autres entités régionales ou mondiales.
    - (ix) Faire fonction de plateforme à l'appui des consultations régionales visant à mettre en place le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, et y contribuer par le biais des efforts déjà déployés par les PCR pour atteindre les cibles des ODD relatives à la migration.
    - (x) Rechercher et nouer des partenariats avec d'autres acteurs régionaux pour atteindre les ODD, en particulier avec les commissions régionales des Nations Unies et les organisations économiques régionales, mais aussi avec la société civile et le secteur privé.
  - (b) La coopération et les partenariats à l'échelle régionale, notamment avec les commissions régionales des Nations Unies et les organisations économiques régionales, contribuent de manière déterminante à la promotion de migrations ordonnées, sûres, respectueuses de la dignité et dans l'intérêt de tous et, ce faisant, à la réalisation des ODD relatives à la migration.
  - (c) Tous les Etats Membres, partenaires, PCR, commissions régionales des Nations Unies et organisations économiques régionales continuent de bénéficier du soutien de l'OIM et de ses outils et ressources en vue d'atteindre les objectifs de développement durable.
12. Les participants ont remercié l'OIM d'avoir généreusement accueilli et présidé cette réunion.
13. Les participants ont reconnu le rôle de l'OIM en sa qualité d'organisme chef de file pour les questions de migration à l'échelle mondiale, et notamment les efforts qu'elle déploie pour aider les MCIM et les autres organisations régionales à prendre des mesures propres à atteindre les ODD et à faciliter le dialogue politique et les partenariats dans ce domaine.





## Annexe II. Ordre du jour de la sixième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux sur la migration



Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

**Migration et objectifs de développement durable :  
Rôle des mécanismes consultatifs interétatiques sur  
la migration et des organisations économiques régionales**

**Sixième Réunion mondiale des présidents et secrétariats  
des processus consultatifs régionaux sur la migration**

13 octobre 2016 – Genève (Suisse)<sup>7</sup>

### Ordre du jour

09 h 00 – 10 h 00	Enregistrement
10 h 00 – 10 h 10	<b>OUVERTURE OFFICIELLE</b>
	<b>DECLARATION LIMINAIRE</b> <i>S.E. l'Ambassadeur William Lacy Swing, Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)</i>
10 h 10 – 11 h 10	<b>SESSION 1. MISE EN SITUATION</b> <i>Modératrice : Karima El Korri, Chef de la section Population et développement social, et Chef de l'Unité sur le Programme 2030, Division du développement social, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO)</i>
	<b>LA MIGRATION DANS LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE.</b> PRESENTATION PAR L'ORGANISATION HOTE DE LA REUNION MONDIALE DES PCR DE 2016 ET COMPTE RENDU DES CONCLUSIONS DU SECOND ATELIER DU DIALOGUE INTERNATIONAL SUR LA MIGRATION 2016 <i>Jill Helke, Directrice du Département de la coopération internationale et des partenariats, OIM</i> <b>ROLE CLE DES PARTENARIATS POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE</b> <i>Nahida Sobhan, Spécialiste des questions politiques, Ministre conseiller, Mission permanente du Bangladesh auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, présidence en exercice du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) pour l'année 2016</i> <b>Questions et réponses. Discussion</b>
11 h 10 – 13 h 00	<b>SESSION 2. LE ROLE DES PCR DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME 2030 – CHANCES ET DEFIS</b> <i>Modérateur : Nadir El Habib, Secrétaire général du Ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration du Maroc, Président du Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale</i>

<sup>7</sup> Toutes les sessions auront lieu au **Palais des Nations**, dans la **salle XVII**. Une interprétation sera systématiquement assurée en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en russe.

	<p><b>Panel 1. Les PCR officiellement associés aux organisations économiques régionales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>N'faly Sanoh, Directeur de la libre circulation et du tourisme, Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Président du Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest (MIDWA), et Membre du Comité de pilotage du Processus de Rabat</i></li> <li>• <i>Anthony Masilela, Secrétaire permanent du Ministère des affaires intérieures du Swaziland, Président du Dialogue sur la migration pour l'Afrique australe (MIDSA)</i></li> </ul> <p><b>Panel 2. Processus autonomes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Akmadi Sarbassov, Président du Comité du travail, de la protection sociale et des migrations du Kazakhstan, Président du Processus d'Almaty</i></li> <li>• <i>Thalatha Atukorale, Ministre de l'emploi à l'étranger de Sri Lanka, Présidente du Processus consultatif régional sur l'emploi outre-mer et la main d'œuvre contractuelle pour les pays d'origine en Asie (Processus de Colombo)</i></li> </ul> <p><b>Panel 3. Le rôle des secrétariats des PCR</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Enas El Fergany, Directrice chargée des politiques concernant la population, Département des expatriés et des migrations, Ligue des Etats arabes, Chef du Secrétariat du Processus consultatif régional sur la migration pour les pays arabes</i></li> <li>• <i>Salvador Gutiérrez, Chargé régional de liaison et des politiques, Bureau régional de l'OIM pour l'Amérique centrale, l'Amérique du Nord et les Caraïbes, Secrétaire technique par intérim de la Conférence régionale sur la migration (Processus de Puebla)</i></li> </ul> <p><b>Discussion</b></p>
<b>13 h 00 – 13 h 15</b>	<i>Photo de groupe<sup>8</sup></i>
<b>13 h 15 – 15 h 00</b>	<i>Déjeuner</i>
<b>15 h 00 – 17 h 30</b>	<p><b>SESSION 3. LA PLACE DES PCR DANS LES PARTENARIATS MULTIPARTITES POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE. DOMAINES DE COOPERATION POSSIBLES ENTRE LES PCR ET LES COMMISSIONS ECONOMIQUES REGIONALES DES NATIONS UNIES ET LES ORGANISATIONS ECONOMIQUES REGIONALES EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE RELATIFS A LA MIGRATION</b></p> <p><i>Modératrice : María Andrea Matamoros Castillo, Vice-Ministre des relations extérieures de la République du Honduras, Présidente de la Conférence régionale sur la migration (Processus de Puebla)</i></p>
	<p><b>Panel 1. Commissions économiques régionales des Nations Unies</b></p> <p>Principale intervenante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Takiwaa Manuh, Directrice de la Division des politiques de développement social, Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA)</i></li> </ul> <p>Tour de table avec les représentants des commissions économiques régionales des Nations Unies sur les domaines de coopération possibles avec les PCR, s'agissant de la mise en œuvre des objectifs de développement durable à l'échelle régionale</p> <p><b>Panel 2. Initiatives multilatérales et interrégionales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Olawale Maiyegun, Directeur du Département des affaires sociales, Commission de l'Union africaine</i></li> <li>• <i>S.E. l'Ambassadeur Peter Sørensen, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève</i></li> <li>• <i>Timur Suleimenov, Membre du Conseil d'administration de la Commission économique eurasiennne, Ministre de la Commission économique eurasiennne chargé de l'économie et des politiques financières</i></li> </ul> <p><b>Organisations économiques régionales</b></p> <p>Tour de table avec les représentants des organisations économiques régionales sur les domaines de coopération possibles avec les PCR, s'agissant de la mise en œuvre des objectifs de développement durable à l'échelle régionale</p> <p><b>Discussion</b></p>
<b>17 h 30 – 18 h 00</b>	<b>CLOTURE OFFICIELLE</b>
	<p><b>RESUME DE LA PRESIDENCE ET MESURES A PRENDRE</b></p> <p><i>Rapporteur : Nicoletta Giordano, Chef de la Division des partenariats internationaux, OIM</i></p> <p><b>REMARQUES DE CLOTURE</b></p> <p><i>S.E. l'Ambassadeur Laura Thompson, Directrice générale adjointe de l'OIM</i></p>

<sup>8</sup> La photo de groupe sera prise dans les escaliers de la bibliothèque du Palais des Nations, située dans le bâtiment B.

## Annexe III. Liste des participants

### I. Participants représentant les PCR, les FIR et les processus mondiaux sur la migration

#	PCR	Nom	Titre
1.	Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale	M. El Habib Nadir	Secrétaire général, Ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration
2.	Processus d'Almaty sur la protection des réfugiés et les migrations internationales	M. Akmadi Sarbassov	Président, Comité du travail, de la protection sociale et des migrations, Ministère de la santé et du développement social du Kazakhstan
3.	Processus d'Almaty sur la protection des réfugiés et les migrations internationales	M. Timur Shaimergeronov	Directeur adjoint, Bibliothèque du premier Président, Administration présidentielle du Gouvernement du Kazakhstan
4.	Secrétariat du Processus d'Almaty	Mme Tatiana Hadjiemmanuel	Coordonnatrice adjointe pour l'Asie centrale, Coordonnatrice principale de programme, OIM Kazakhstan
5.	Processus d'Almaty sur la protection des réfugiés et les migrations internationales	Mme Ainour Danenova	Première Secrétaire, Mission permanente du Kazakhstan
6.	PCR pour les pays arabes	M. Sami Nagga	Ministre conseiller, Mission permanente de la Tunisie
7.	Secrétariat du PCR pour les pays arabes/Ligue des Etats Arabes	Mme Enas El Fergany	Directrice chargée des politiques concernant la population, Département des expatriés et des migrations, Ligue des Etats arabes
8.	Processus de Bali sur le trafic illicite d'êtres humains, la traite des personnes et la criminalité transnationale connexe	S. E. M. Andrew Goledzinowski	Ambassadeur de l'Australie chargé de la lutte contre le trafic illicite de personnes et la traite d'êtres humains, Ministère des affaires étrangères et du commerce de l'Australie
9.	Secrétariat du Processus de Bali	M. Lars Johan Lönnback	Fonctionnaire principal chargé des politiques migratoires, Bureau d'appui régional du processus de Bali
10.	Secrétariat du Processus de Bali	Mme Lisa Crawford	Codirectrice (Australie), Bureau d'appui régional
11.	Secrétariat du Processus de Bali	M. Lance Bonneau	Responsable de l'élaboration des programmes et des stratégies, Bureau de l'OIM en Australie
12.	Processus de Bali sur le trafic illicite d'êtres humains, la traite des personnes et la criminalité transnationale connexe	Mme Tika Wihanasari Tahar	Première secrétaire, Mission permanente de l'Indonésie
13.	Processus de Budapest	Mme Özlem Kural	Conseillère, Mission permanente de la Turquie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
14.	Processus de Budapest	M. Aydin Topcu	Conseiller, Mission permanente de la Turquie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
15.	Secrétariat du Processus de Budapest	Mme Sedef Dearing	Conseillère régionale principale – Routes de la soie, Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM)
16.	Dialogue sur la migration pour les Etats membres du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (MIDCOM, anciennement PCR du COMESA)	M. Moola Milomo	Directeur général de l'immigration, Secrétariat du COMESA
17.	Secrétariat du Dialogue sur la migration pour les Etats membres du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (MIDCOM, anciennement PCR du COMESA)	M. Absieh Houssein Guedi	Spécialiste de l'immigration, de la libre circulation et du travail, Département des affaires juridiques et institutionnelles, Secrétariat du COMESA
18.	Dialogue euro-africain sur la migration et le développement (Processus de Rabat)	S. E. M. Abdramane Sylla	Ministre des Maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine
19.	Dialogue euro-africain sur la migration et le développement (Processus de Rabat)	Mme Néma Guindo	Conseillère technique

#	PCR	Nom	Titre
20.	Dialogue euro-africain sur la migration et le développement (Processus de Rabat)	M. Sidi Mohamed Youba Sidibé	Conseiller, Mission permanente du Mali
21.	Dialogue euro-africain sur la migration et le développement (Processus de Rabat)	M. Abdoulaye Konate	Conseiller, Mission permanente du Mali
22.	Secrétariat du Dialogue euro-africain sur la migration et le développement (Processus de Rabat)	Mme Ausrey Jolivel	Administratrice de programme
23.	PCR de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)	Mme Fadiya Aboubaker Alouhan	Administratrice de programme, Santé et développement social, Secrétariat de l'IGAD
24.	Secrétariat du PCR de l'IGAD	M. Aron Tekelgzi	Chargé national de liaison UA/CEA/IGAD, Bureau spécial de liaison d'Addis-Abeba, OIM
25.	Consultations intergouvernementales sur les politiques en matière de droit d'asile, de réfugiés et de migrations (CIG)	S. E. M. Michel Lastschenko	Ambassadeur, Envoyé spécial pour la migration et l'asile, Service public fédéral belge des affaires étrangères
26.	Secrétariat des CIG	Mme Kelly Ryan	Coordonnatrice, Secrétariat des CIG
27.	Secrétariat des CIG	M. Patrick Wall	Consultant, Secrétariat des CIG
28.	Dialogue sur la migration pour les Etats de l'Afrique centrale (DIMAC)	M. Paul Bernard Ondze	Directeur de l'émigration et de l'immigration, Ministère de l'intérieur et de la décentralisation de la République du Congo
29.	Dialogue sur la migration pour l'Afrique australe (MIDSA)	M. Anthony Masilela	Secrétaire permanent, Ministère de l'intérieur du Swaziland
30.	Dialogue sur la migration pour l'Afrique australe (MIDSA)	M. Sandile Alton Lukhele	Premier secrétaire, Mission permanente du Swaziland
31.	Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest (MIDWA)	M. N'faly Sanoh	Directeur chargé de la libre circulation et du tourisme
32.	Consultation ministérielle sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle (Dialogue d'Abou Dhabi)	M. Abdallah Al Rashidy	Chef de l'Unité technique – Autorité publique de la main-d'œuvre du Koweït
33.	Processus de Prague	M. Radim Žák	Administrateur de programme, Processus de Prague – Construire des partenariats de migration, Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM)
34.	Processus de Prague	S. E. M. Piotr Stachańczyk	Représentant permanent, Mission permanente de la République de Pologne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
35.	Processus de Prague	M. Łukasz Różycki	Deuxième secrétaire, Mission permanente de la République de Pologne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
36.	Conférence régionale sur les migrations (Processus de Puebla)	S. E. Mme María Andrea Matamoros Castillo	Vice-Ministre des relations extérieures de la République du Honduras, Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale du Honduras
37.	Conférence régionale sur les migrations (Processus de Puebla)	S. E. M. Rizzo Alvarez	Mission permanente du Honduras
38.	Conférence régionale sur les migrations (Processus de Puebla)	Mme Lilian Juarez	Mission permanente du Honduras
39.	Secrétariat de la Conférence régionale sur les migrations (Processus de Puebla)	M. Salvador Gutierrez	Secrétaire technique par intérim, Conférence régionale sur les migrations
40.	Processus consultatif régional sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle pour les pays d'origine en Asie (Processus de Colombo)	Mme Thalatha Atukorale	Ministre de la promotion et de la protection de la main-d'œuvre à l'étranger de Sri Lanka
41.	Secrétariat du Processus de Colombo	M. Petta Gamini Gamage Senarath Yapa	Directeur général adjoint par intérim (relations extérieures), Ministère de la promotion et de la protection de la main-d'œuvre à l'étranger de Sri Lanka

#	PCR	Nom	Titre
42.	Secrétariat du Processus de Colombo	S. E. M. Ravinatha P. Aryasinha	Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies, Mission permanente de Sri Lanka
43.	Secrétariat du Processus de Colombo	Mme Samantha Jayasuriya	Représentante permanente adjointe, Mission permanente de Sri Lanka
44.	Secrétariat du Processus de Colombo	Mme Hettiwattage Shashika Thavishani Somaratne	Conseillère, Mission permanente de Sri Lanka
45.	Conférence sud-américaine sur la migration (SACM)	S. E. M. Carlos Appelgren	Directeur des affaires consulaires et de l'immigration, Ministère des relations extérieures du Chili
46.	Conférence sud-américaine sur la migration (SACM)	M. Jorge Brizuela	Mission permanente du Paraguay
47.	Conférence sud-américaine sur la migration (SACM)	M. Pedro O. Hernández	Sous-directeur chargé des migrations internationales, Direction de la politique consulaire, Ministère des relations extérieures du Chili
48.	Conférence sud-américaine sur la migration (SACM)	M. Carlos Ramón Vera Aguilera	Directeur de la politique consulaire, Direction générale des affaires consulaires, Ministère des relations extérieures du Paraguay
49.	Secrétariat de la SACM	M. Diego Beltrand	Directeur régional pour l'Amérique du Sud, OIM
50.	Consultations caribéennes sur la migration [nouveau PCR dans la région des Caraïbes]	Mme Charmaine Gandhi-Andrews	Responsable des services d'immigration, Ministère de la sécurité nationale de Trinité-et-Tobago
51.	Forum intrarégional sur la migration en Afrique (Forum panafricain)	M. Charles Kwenin	Chef du Secrétariat technique, Conseiller régional principal pour l'Afrique, OIM
52.	Présidence du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD)	Mme Nahida Sobhan	Chargée des affaires politiques, Mission permanente du Bangladesh à Genève
53.	Bureau d'appui du FMMD	Mme Estrella Lajom	Chef, Unité d'appui du FMMD

## II. Participants ne représentant pas des MCIM

### II. A. Organisations économiques régionales/Communautés économiques

#	Organisation	Nom	Titre
54.	Commission de l'Union africaine	M. Olawale Maiyegun	Directeur, Département des affaires sociales
55.	Commission de l'Union africaine	S. E. M. Jean-Marie Ehouzo	Observateur permanent, Délégation de l'Union africaine
56.	Commission économique eurasiennne	S. E. M. Timur Suleimenov	Membre du Bureau de la Commission économique eurasiennne, Ministre de l'économie et des finances
57.	Commission économique eurasiennne	M. Samat Aliev	Chef par intérim du Département des migrations de main-d'œuvre de la Commission économique eurasiennne
58.	Délégation de l'Union européenne	S. E. M. Peter Sørensen	Chef de la Délégation de l'Union européenne
59.	Délégation de l'Union européenne	M. Erwan Marteil	Premier conseiller (migration et asile)
60.	Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR)	Mme Rita Dhital	Directrice, Information et réduction de la pauvreté, Secrétaire générale, ASACR
61.	Mercado Común del Sur (Marché commun du Sud) (MERCOSUR)	M. Rafael Reis	Chef de Cabinet du Haut Représentant

## II. B. Organismes et commissions régionales des Nations Unies

#	Organisation	Nom	Titre
62.	Commission économique pour l'Afrique (CEA)	Mme Takyiwa Manuh	Directrice, Division des politiques de développement social
63.	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO)	Mme Karima El Korri	Chef, Section Population et développement social, et Chef de l'Unité du Programme 2030, Division du développement social, CESAO
64.	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	M. Michele Cavinato	Chef, Unité Asile et migration, Siège du HCR
65.	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	Mme Sarah Elliott	Siège du HCR

## II. C. Donateurs de la manifestation

#	Organisation	Nom	Titre
66.	Mission permanente de l'Australie auprès des Nations Unies	M. Shaun Choon	Administrateur (immigration)
67.	Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du Département d'Etat des Etats-Unis	Mme Suzanne Sheldon	Directrice, Bureau des migrations internationales
68.	Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du Département d'Etat des Etats-Unis	Mme Karrie Peterson	Chargée de programme

## II.D. Organismes (OIM)

#	Organisation	Nom	Titre
69.	Organisation internationale pour les migrations (OIM) – Siège	Ambassadeur William Lacy Swing	Directeur général
70.	OIM – Siège	Ambassadeur Laura Thompson Chacón	Directrice générale adjointe
71.	OIM – Siège	Mme Ana Duran Salvatierra	Conseillère régionale principale pour les Amériques
72.	OIM – Siège	M. Akio Nakayama	Conseiller régional principal pour l'Asie
73.	OIM – Siège	Mme Jill Helke	Directrice du Département de la coopération internationale et des partenariats
74.	OIM – Siège	Mme Nicoletta Giordano	Chef de la Division des partenariats internationaux, ICP
75.	OIM – Siège	Mme Kristina Galstyan	Fonctionnaire chargée des politiques migratoires, Division des partenariats internationaux, ICP
76.	OIM – Siège	M. David Martineau	Fonctionnaire adjoint chargé des politiques migratoires, Division des processus multilatéraux, ICP
77.	OIM – Siège	M. Azzouz Samri	Chef de la Division des organes directeurs
78.	OIM – Siège	Mme Mailan Thai	Fonctionnaire adjointe chargée des politiques migratoires, Division des partenariats internationaux, ICP
79.	OIM – Siège	Mme Rachel Velasco	Fonctionnaire adjointe chargée des politiques migratoires, Division des partenariats internationaux, ICP
80.	OIM – Siège	Mme Patricia Reber	Chef du Secrétariat des réunions, Division des organes directeurs, ICP
81.	OIM – Siège	Mme Claudine Favrat	Assistante, Secrétariat des réunions, Division des organes directeurs, ICP
82.	OIM – Siège	Mme Melissa Pollick Shira	Assistante, Secrétariat des réunions, Division des organes directeurs, ICP
83.	OIM – Siège	Mme Eleni Alexandrou	Consultante pour la recherche, ICP

#	Organisation	Nom	Titre
84.	OIM – Siège	Mme Amanda Nero	Spécialiste de la communication (multimédia), Division Médias et communication, ICP
85.	OIM – Siège	Mme Cecilia Hedlund	Stagiaire, Division des processus multilatéraux, ICP
86.	OIM – Siège	Mme Paula Benea	Fonctionnaire chargée des politiques migratoires, Division des organes directeurs, ICP
87.	OIM – Siège	Mme Annalisa Pellegrino	Division des organes directeurs, ICP





## **Annexe IV. Note d'information sur la sixième Réunion mondiale des présidents et secrétariats des processus consultatifs régionaux sur la migration**

### **Sommaire :**

- Contexte général des réunions mondiales des PCR
  - Contexte général du Programme de développement durable à l'horizon 2030
  - Rôle des commissions économiques régionales des Nations Unies en matière d'appui à la mise en œuvre du Programme 2030
  - Rôle d'autres acteurs régionaux en matière d'appui à la mise en œuvre du Programme 2030 :
    - Organisations économiques régionales
    - Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration
  - Sujets à traiter et questions visant à orienter les débats de la sixième Réunion mondiale des PCR
- Annexe 1. Cibles relatives à migration dans « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 »
- Annexe 2. Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (y compris un tableau des domaines d'activité des MCIM présentant un rapport avec les cibles des objectifs de développement durable relatives à la migration)
- Annexe 3. Liste des commissions économiques régionales des Nations Unies, des organisations économiques régionales et des communautés économiques régionales de l'Union africaine

## Contexte général des réunions mondiales des PCR

**Les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM)** sont des processus pilotés par les Etats à l'échelle régionale (processus consultatifs régionaux sur la migration (PCR)), interrégionale (forums interrégionaux sur la migration (FIR)) ou mondiale (processus mondiaux sur la migration), dont le but est de promouvoir le dialogue politique, la coopération et les partenariats sur des questions migratoires entre les Etats qui les composent.

**Les Consultations mondiales des présidents et secrétariats des principaux processus consultatifs régionaux sur la migration**, aussi appelées réunions mondiales des PCR, sont organisées depuis 2005 et réunissent des représentants des présidents et secrétariats des principaux MCIM (PCR, FIR et processus mondiaux) pour :

- (i) encourager les synergies et les échanges, et mettre en commun les informations, les expériences et les bonnes pratiques sur diverses questions relatives à la migration ;
- (ii) contribuer à une meilleure cohérence politique à l'échelle nationale et régionale, et promouvoir la convergence des politiques migratoires dans différentes régions ;
- (iii) renforcer la collaboration entre PCR/FIR et intensifier leurs échanges avec les processus mondiaux sur la migration, afin de contribuer au dialogue politique sur la migration à l'échelle mondiale ; et
- (iv) renforcer la collaboration entre les divers secrétariats des MCIM.

Chaque réunion mondiale des PCR s'appuie sur les résultats de la précédente. **Le couple migration et développement** a souvent été au cœur des discussions. La quatrième Réunion mondiale des PCR a débouché sur des recommandations précises pour examen par le Secrétaire général des Nations Unies et l'Assemblée générale des Nations Unies lors du Dialogue de haut niveau des Nations Unies de 2013 sur les migrations internationales et le développement, contribuant par là à la prise en considération de la migration dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030<sup>9</sup> (ci-après le Programme 2030).

La contribution des PCR à la réalisation des cibles des objectifs de développement durable (ODD) relatives à la migration a été mise en lumière à la cinquième Réunion mondiale des PCR. C'est pourquoi l'OIM a réalisé une enquête initiale sur leur participation à la mise en œuvre des cibles des ODD relatives à la migration, dont les résultats ont servi à établir l'ordre du jour de la réunion.

La **sixième Réunion des PCR**, qui a pour thème « Migration et objectifs de développement durable : Rôle des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration et des organisations économiques régionales », doit se concentrer sur les aspects pratiques et faciliter l'identification de partenariats potentiels entre les MCIM et d'autres acteurs à l'échelle régionale. A cette fin, des représentants d'organisations économiques régionales,<sup>10</sup> de communautés économiques régionales<sup>11</sup> et de

9 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 21 octobre 2015 A/RES/70/1 « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » [[www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F)].

10 Les organisations économiques régionales sont des organisations intergouvernementales, généralement créées en vertu d'un traité et composées principalement d'Etats souverains d'une région particulière, dans le but de coordonner les politiques économiques de leurs Etats membres. Elles peuvent comprendre des unions économiques régionales (blocs commerciaux constitués d'un marché commun bénéficiant d'une union douanière).

11 Les communautés économiques régionales les plus fréquentes sont les groupes régionaux d'Etats africains, qui facilitent l'intégration économique régionale entre les membres des huit régions de l'Union africaine et la CEA. Les communautés économiques régionales sont étroitement associées à l'action de l'Union africaine, dont elles constituent les composantes essentielles.

commissions économiques régionales des Nations Unies<sup>12</sup> ont également été invités à participer à la Réunion.

Alors que les réunions mondiales des PCR sont généralement coorganisées par un pays qui assure la présidence d'un PCR et l'OIM, la sixième Réunion mondiale est organisée par l'OIM pour marquer son 65<sup>e</sup> anniversaire. Elle se tiendra immédiatement après l'atelier du Dialogue international sur la migration (IDM) de l'OIM.<sup>13</sup> Il a été rendu compte des résultats de l'atelier à l'ouverture de la réunion.

## Contexte général du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Adopté par les Etats Membres des Nations Unies en septembre 2015, le Programme 2030 et ses 17 objectifs de développement durable orienteront les efforts de développement jusqu'en 2030. Il s'agit d'un cadre ambitieux d'une portée sans précédent, qui traite d'un large éventail de questions transversales et interdépendantes d'une importance cruciale pour les trois piliers du développement durable que sont le développement économique, le développement social et le développement environnemental.

Le Programme 2030 énonce un plan à long terme visant à remédier aux problèmes qui entravent fondamentalement le développement durable et sont souvent aussi des facteurs de migration forcée. Dès lors, il doit aussi être considéré comme une priorité pour les acteurs de la migration, y compris ceux qui agissent à l'échelle régionale.

Le Programme 2030 comporte un certain nombre de cibles qui se rapportent précisément à la migration, si bien que les approches mondiales du développement ne peuvent plus ignorer les migrants et la migration. Il prend ainsi acte du rôle que jouent les catastrophes naturelles fréquentes et intenses, la spirale des conflits, l'extrémisme violent et le terrorisme dans les crises humanitaires et les déplacements forcés, et reconnaît « la contribution positive qu'apportent les migrants à une croissance inclusive et au développement durable » et la « réalité pluridimensionnelle » de la migration.

Diverses cibles du Programme 2030 qui se rapportent à la migration traitent de questions telles que l'élimination du travail forcé et de la traite d'êtres humains ; la promotion de la sécurité sur le lieu de travail et la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes ; la réduction du coût des rapatriements de fonds des migrants ; la réduction significative du nombre de personnes touchées par une catastrophe ; et la nécessité de mettre en place une couverture maladie universelle, entre autres.

La cible 10.7 du Programme invite les gouvernements à « [f]aciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sûre, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées ». Cette cible donne une nouvelle impulsion aux gouvernements pour qu'ils adoptent des politiques de migration optimales pour promouvoir des migrations ordonnées, sûres et respectueuses de la dignité dans l'intérêt de tous.

12 Les commissions économiques régionales des Nations Unies relèvent du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) et sont les avant-postes des Nations Unies dans leur région respective, où elles ont vocation à stimuler l'intégration économique à l'échelle sous-régionale et régionale, à promouvoir la mise en œuvre régionale des objectifs de développement convenus sur le plan international, et à contribuer au développement régional durable en s'efforçant de combler les disparités économiques, sociales et environnementales dans leurs pays membres et sous-régions. A cette fin, les cinq commissions économiques régionales promeuvent le dialogue multilatéral, le partage des connaissances et la mise en réseau au niveau régional, et œuvrent de concert en vue de promouvoir la coopération intrarégionale et interrégionale, à la fois entre elles et par une collaboration avec d'autres organisations régionales.

13 Second atelier de l'IDM 2016 de l'OIM « Suivi et examen des points relatifs à la migration dans les objectifs de développement », 11-12 octobre 2016, Genève. L'IDM, qui est la principale enceinte de dialogue politique de l'OIM, était consacré en 2016 à la migration dans les ODD.

## Mise en œuvre des objectifs de développement durable

Pour s'approprier pleinement le Programme 2030, les pays sont censés mettre en place des cadres nationaux pour atteindre les ODD, et transposer les indicateurs mondiaux relatifs aux ODD en indicateurs nationaux compte tenu de leur contexte particulier. Il est probable qu'ils adapteront et synchroniseront leurs politiques et stratégies en fonction des engagements qu'ils ont pris en adoptant le Programme 2030, y compris par les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)<sup>14</sup> et autres plans, politiques et stratégies de développement nationaux.

## Partenariats pour les objectifs de développement durable

Les gouvernements nationaux ne peuvent agir isolément, et la réussite du Programme 2030 dépend de partenariats avec les parties prenantes compétentes, y compris le secteur privé, la société civile, les autorités locales et régionales, les organisations internationales, etc.. Ces acteurs doivent tirer pleinement profit des diverses enceintes existantes pour mettre en commun les bonnes pratiques et examiner les difficultés que pose la mise en œuvre des ODD.

Les acteurs régionaux joueront un rôle déterminant pour la mise en œuvre et l'examen des ODD, y compris dans le contexte de la migration. Les commissions économiques régionales des Nations Unies ont reçu pour mandat d'aider les Etats Membres<sup>15</sup> à intégrer les trois dimensions du développement durable, de fournir un appui technique pour la mise en œuvre des ODD, et de faciliter un suivi et un examen efficaces.<sup>16</sup>

Les organisations internationales sont, elles aussi, censées mettre au point des outils et des orientations pour aider les pays à atteindre les différents objectifs et cibles. Par exemple, conformément à l'objectif de développement durable 10.7 sur les politiques migratoires bien gérées, les Etats Membres de l'OIM ont entériné le Cadre de gouvernance des migrations de l'OIM<sup>17</sup> qui, à ce jour, est la seule définition convenue au plan international d'une gouvernance des migrations planifiée et bien gérée. Un cadre d'étalonnage des politiques, l'Indice de gouvernance des migrations (IGM),<sup>18</sup> a été élaboré sur la base de cette définition afin de connaître les « leviers » politiques que peuvent actionner les pays pour renforcer leurs stratégies et politiques migratoires.

Les « Lignes directrices relatives à la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle<sup>19</sup> » de l'initiative « Migrants dans les pays en crise » (MICIC) sont également utiles pour mettre en œuvre et faire avancer des engagements pris au titre du Programme 2030, à savoir, entre autres : a) contribuer à des politiques migratoires bien gérées ; b) rendre les communautés résilientes et réduire les risques de catastrophe ; c) réduire les incidences des crises humanitaires ; d) autonomiser les groupes vulnérables, y compris les migrants ; et e) reconnaître la contribution positive des migrants à une croissance sans exclusive et au développement durable.

## Moyens de mise en œuvre

Les « moyens de mise en œuvre » sont un élément central du Programme 2030. Il s'agit d'un ensemble interdépendant composé des ressources financières, du développement et du transfert de technologies, du renforcement des capacités, d'une mondialisation et d'un commerce équitables et sans exclusive, de l'intégration régionale, ainsi que de la création d'un environnement national

14 Les PNUAD devraient bientôt s'appeler Cadres de développement durable des Nations Unies, afin d'être plus étroitement alignés sur les ODD.

15 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 21 octobre 2015 A/RES/70/1 « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », paragraphes 80, 81 et 85.

16 « Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development: The Role of the Regional Commissions » (2015), [www.regionalcommissions.org/Agenda2030p.pdf](http://www.regionalcommissions.org/Agenda2030p.pdf).

17 Résolution C/106/RES/1310 « Cadre de gouvernance des migrations », adoptée le 24 novembre 2015 par le Conseil à sa 106e session.

18 « Measuring well-governed migration. The 2016 Migration Governance Index ». Etude de The Economist Intelligence Unit commandée par l'OIM (2016), [www.iom.int/sites/default/files/our\\_work/EIU-Migration-Governance-Index-20160429.pdf](http://www.iom.int/sites/default/files/our_work/EIU-Migration-Governance-Index-20160429.pdf).

19 [https://micicinitiative.iom.int/sites/default/files/document/micic\\_guidelines\\_french\\_web\\_17\\_10\\_2016.pdf](https://micicinitiative.iom.int/sites/default/files/document/micic_guidelines_french_web_17_10_2016.pdf).

propre à permettre la mise en œuvre des objectifs de développement durable, notamment sous l'angle des données, du suivi et de la responsabilité, de la cohérence politique et institutionnelle, et des partenariats multipartites.

Le Programme d'action d'Addis-Abeba<sup>20</sup> prépare le terrain pour la mise en œuvre du Programme 2030, en s'intéressant à toutes les sources de financement et en traitant de la coopération dans tout un éventail de domaines, dont les technologies, la science, l'innovation, le commerce et le renforcement des capacités. Dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba, les pays s'engagent à s'efforcer de rendre leurs politiques cohérentes et de mettre en place un environnement porteur aux niveaux national et international ; conviennent d'un ensemble de mesures visant à élargir la base des revenus, à améliorer le recouvrement de l'impôt et à lutter contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites ; et réaffirment leur détermination à faire en sorte que l'aide publique au développement soit affectée au développement durable. Le Programme d'action d'Addis Abeba prend acte de l'importance de la science, de la technologie et de l'innovation pour le développement durable, et propose des mesures pour assurer le transfert de technologies respectueuses de l'environnement et économes en ressources, et un transfert des connaissances plus efficace.

### Suivi et examen

Le Programme 2030 envisage un mécanisme de suivi à plusieurs niveaux pour **évaluer les progrès accomplis en vue de la réalisation des cibles des ODD** ces quatorze prochaines années, sur la base d'examens réguliers, volontaires et inclusifs pilotés par les pays à l'échelle nationale qui viendront alimenter ceux effectués aux échelons régional et mondial. Au niveau mondial, le Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable jouera un rôle central dans la supervision d'un réseau de processus de suivi et d'examen.<sup>21</sup> Outre ses examens réguliers de la mise en œuvre à l'échelle nationale, le Forum politique de haut niveau organisera aussi un certain nombre d'**examens thématiques** annuels sur des aspects transversaux du Programme 2030 afin d'illustrer le caractère intégré de ce dernier. Les thèmes traités devront couvrir l'ensemble du programme sur un cycle de quatre ans.

Si les contours des mécanismes de suivi et d'examen ont été tracés pour les échelons national et mondial, au niveau régional, les Etats Membres des Nations Unies sont encouragés à déterminer quelles instances et structures régionales et sous-régionales permettraient de contribuer au mieux au suivi et à l'examen de la mise en œuvre effectués dans le cadre du Forum politique de haut niveau, sachant qu'il est nécessaire d'éviter les chevauchements d'activité.<sup>22</sup>

## Rôle des commissions économiques régionales des Nations Unies à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030

Les commissions régionales des Nations Unies ont reçu pour mandat d'aider leurs Etats membres à intégrer les trois dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale), de fournir un appui technique à une mise en œuvre des ODD fondée sur une utilisation efficace des ressources nécessaires, et de faciliter un suivi et un examen appropriés. Cette mission leur a été confiée en raison de leur couverture universelle, de leur capacité de rassemblement, de leur caractère intergouvernemental et de leur poids, de leur mandat étendu et transversal, et de leur expérience en matière de mobilisation d'un consensus régional sur des accords intergouvernementaux clés.

20 A/CONF.227/L.1 « Document final de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement : Programme d'action d'Addis-Abeba », 13-16 juillet 2015.

21 Le Forum de haut niveau se réunira chaque année sous les auspices de l'ECOSOC et, tous les quatre ans, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement.

22 Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/70/L.60 du 26 juillet 2016 « Suivi et examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau mondial », paragraphe 10, [www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/70/L.60&Lang=F](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/L.60&Lang=F).

Les commissions économiques régionales des Nations Unies formulent collectivement de nouvelles stratégies et de nouveaux plans d'action afin d'apporter un appui prioritaire aux Etats Membres des Nations Unies en coopération avec le système de développement de ces dernières en vue de la réalisation des ODD. Elles offrent à leurs Etats membres des enceintes où : « **a)** dégager des points de vue régionaux sur le programme mondial ; **b)** promouvoir une intégration équilibrée en vue du développement durable ; **c)** appuyer la coopération Sud-Sud et l'émergence des pays à revenu intermédiaire ; **d)** faciliter la création d'une solide architecture de suivi et d'examen du Programme 2030 ; **e)** renforcer les capacités nationales permettant de tirer parti de la révolution des données ; **f)** promouvoir les partenariats multipartites et la cohérence des politiques ; et **g)** coordonner le système des Nations Unies à l'échelle régionale<sup>23</sup> ».

Les commissions économiques régionales des Nations Unies aident leurs Etats membres à intégrer les ODD dans leur planification du développement et leurs cadres budgétaires nationaux, promouvant ainsi la cohérence des politiques, l'harmonisation et la coordination à l'échelle régionale. Elles font office de « guichets uniques » auprès desquels les pays peuvent obtenir des conseils sur la manière de faciliter l'intégration des trois dimensions du développement durable, et offrent une coopération technique en vue de la réalisation des ODD aux niveaux régional, sous-régional et national.

Elles aident leurs Etats membres à se doter des capacités statistiques nécessaires à la mise en œuvre du Programme 2030, facilitent l'identification et la promotion de sources de financement du développement différentes et novatrices, et mettent à profit les sciences, les technologies et l'innovation à l'appui du Programme 2030.

Pour ce qui est de la transposition des modèles régionaux en biens publics mondiaux, les commissions économiques régionales des Nations Unies ont contribué à de nombreux produits se rapportant aux ODD, tels que des accords intergouvernementaux juridiquement contraignants, des normes et des règles ; des lignes directrices en matière de bonnes pratiques, notamment dans le domaine des transports, de la facilitation des échanges, de l'environnement, de l'énergie durable, du logement et des statistiques.<sup>24</sup> Ces produits sont bien adaptés aux besoins de développement de leur région respective et peuvent servir de modèles pour des approches similaires ailleurs. Souvent, ils sont devenus des biens publics mondiaux accessibles à tous les Etats Membres des Nations Unies et de plus en plus utilisés dans le monde entier.

## Rôle d'autres acteurs régionaux à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030

### *i) Rôle des organisations économiques régionales*

Le Programme 2030 donne aux organisations économiques régionales l'occasion d'aider leurs Etats membres à assurer la bonne mise en œuvre, ainsi qu'un suivi et un examen efficaces des ODD. Elles peuvent faciliter une transposition appropriée des politiques de développement durable en mesures concrètes à l'échelle nationale, et promouvoir la convergence des politiques et des législations entre leurs Etats membres.

Les organisations régionales peuvent contribuer au renforcement de processus démocratiques durables et adaptés dans leur région, à la responsabilité de leurs membres et à la mise en œuvre

23 « The United Nations Regional Commissions and the 2030 Agenda for Sustainable Development. Moving to Deliver on a Transformative and Ambitious Agenda » (2015), [www.unescobkk.org/fileadmin/user\\_upload/efa/TWG/39th\\_TWG/RECs\\_and\\_the\\_2030\\_Agenda.pdf](http://www.unescobkk.org/fileadmin/user_upload/efa/TWG/39th_TWG/RECs_and_the_2030_Agenda.pdf).

24 Par exemple, les conventions et règlements de la CEE sur la population, l'environnement, la facilitation du commerce, les transports, les statistiques, la coopération et l'intégration économiques, l'énergie durable, le commerce, la foresterie et bois, et le logement et aménagement du territoire peuvent être consultés par les Etats Membres des Nations Unies ([www.unece.org/fileadmin/DAM/ECE/INF\\_2015\\_2\\_Fr.pdf](http://www.unece.org/fileadmin/DAM/ECE/INF_2015_2_Fr.pdf)). Autre exemple : la méthodologie de l'évaluation des dommages et des pertes (DALA) de la CEPALC pour l'évaluation des catastrophes (disponible en anglais à l'adresse : [www.gfdr.org/damage-loss-and-needs-assessment-tools-and-methodology](http://www.gfdr.org/damage-loss-and-needs-assessment-tools-and-methodology)), qui est appliquée mondialement.



effective des engagements mondiaux. Cette dimension représente un niveau de responsabilité supplémentaire par rapport aux contrôles et aux équilibres nationaux.

Les structures existantes des organisations régionales peuvent être mises à profit pour surveiller la mise en œuvre des ODD au niveau national et exercer un contrôle à cet égard, tout en assurant l'appropriation et la direction nationales des processus d'examen (par exemple, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs – un instrument d'autosurveillance établi d'un commun accord par les Etats membres de l'Union africaine – pourrait être utilisé pour examiner périodiquement les progrès accomplis sur la voie des ODD).

## ***ii) Rôle des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration à l'appui de la mise en œuvre des cibles du Programme 2030 relatives à la migration***

Les MCIM sont importants pour promouvoir le dialogue politique, la coopération et les partenariats entre les Etats sur les questions de migration à l'échelle régionale, interrégionale et mondiale. Ils contribuent déjà à la réalisation des cibles des ODD relatives à la migration, exécutent des projets et encouragent les gouvernements à élaborer des lois ou des politiques traitant de questions soulevées dans les objectifs de développement durable.

La plupart des MCIM se concentrent sur les politiques migratoires, si bien qu'ils peuvent contribuer à des politiques de migration planifiées et bien gérées (cible 10.7 des ODD) dans leurs régions respectives. De nombreux FIR/PCR sont axés sur le couple migration et développement ; d'autres sur la migration de main-d'œuvre (cible 8.8 des ODD), la lutte contre la traite (cibles 5.2/8.7/16.2 des ODD), et d'autres domaines relevant de la gestion des migrations liées à une cible des ODD. L'**annexe 2** comporte un tableau des domaines d'activité des MCIM qui se rapportent aux objectifs de développement durable.

Ces prochaines années, les FIR et les PCR peuvent appuyer la réalisation des ODD comme suit :

- Fournir aux Etats Membres une plateforme qui leur permette d'examiner les défis et les chances régionaux que présente la mise en œuvre des aspects des ODD relatifs à la migration.
- Revoir leurs stratégies régionales, leurs domaines d'activité, leurs plans de travail et leurs programmes en place de manière à tenir compte des nouveaux objectifs de développement durable et à adapter leurs priorités et leurs stratégies respectives aux ODD pertinents.
- Planifier et mettre en œuvre des projets, des activités et des travaux de recherche à l'appui de la réalisation des ODD proches de leur domaine d'activité.
- Promouvoir des législations et des politiques à l'appui des ODD à l'échelle nationale et régionale qui contribuent à l'harmonisation de la législation de leurs Etats participants, et favoriser des approches politiques convergentes dans leur région respective.
- Renforcer les capacités de leurs Etats membres respectifs, échanger les expériences, mettre en place des mécanismes d'apprentissage mutuel et d'examen par les pairs.
- Recueillir des données, réaliser des travaux de recherche et élaborer des rapports pouvant être intégrés dans les examens nationaux ou régionaux, communiqués dans les enceintes régionales pertinentes ou incorporés dans les examens pertinents lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable.
- Articuler les discussions sur la migration avec celles sur le développement et introduire un « angle de la migration » dans les discussions menées au sein d'autres entités régionales.
- Rechercher et nouer des partenariats avec d'autres acteurs régionaux pour atteindre les ODD.

Etant donné l'importance des partenariats pour la réalisation des ODD, les PCR/FIR qui sont officiellement associés à des organisations économiques régionales ou à des communautés économiques régionales peuvent mettre à profit les cadres de ces dernières pour contribuer à la mise en œuvre des objectifs de développement durable, et élaborer, adopter et appliquer des décisions à cet égard. De même, les FIR/PCR qui sont autonomes peuvent tirer un grand profit de partenariats noués avec des organisations économiques régionales pour promouvoir les initiatives et les projets communs et appliquer des décisions communes.

## Sujets à traiter

Les sujets suivants pourraient être abordés lors des discussions.

- Quelles nouvelles possibilités l'intégration de la migration dans le Programme 2030 offre-t-elle aux mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration (MCIM) ?
- Que font déjà les MCIM pour atteindre les cibles relatives à la migration ?
- Quelles sont les lacunes à combler ? Que peuvent faire les mécanismes consultatifs pour appuyer (davantage encore) la mise en œuvre du Programme 2030 ?
- Quelles mesures doivent être prises pour appuyer la participation active des MCIM à la mise en œuvre du Programme 2030 ?
- Que font les commissions économiques régionales des Nations Unies pour atteindre les cibles relatives à la migration ?
- Que font les organisations économiques régionales pour atteindre les cibles relatives à la migration ?
- Existe-t-il déjà des partenariats entre les MCIM et les organisations économiques régionales et les commissions économiques régionales des Nations Unies ?
- Dans quels domaines les MCIM peuvent-ils nouer des partenariats avec les commissions économiques régionales des Nations Unies à l'appui de la mise en œuvre des cibles relatives à la migration ?
- Dans quels domaines les mécanismes interétatiques peuvent-ils nouer des partenariats avec les organisations économiques régionales pour appuyer la mise en œuvre des cibles relatives à la migration ?
- Quelles sont les mesures à prendre pour instaurer de tels partenariats ?

## Questions visant à orienter les discussions lors des sessions

### Session 1

- Comment les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration peuvent-ils, aux niveaux national et régional, contribuer à la mise en œuvre des cibles des ODD relatives à la migration énoncées dans le Programme 2030 ?
- Comment renforcer les partenariats sur les aspects des ODD relatifs à la migration, et quelle peut être la place des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration dans les partenariats multipartites visant le développement durable ?



## Session 2

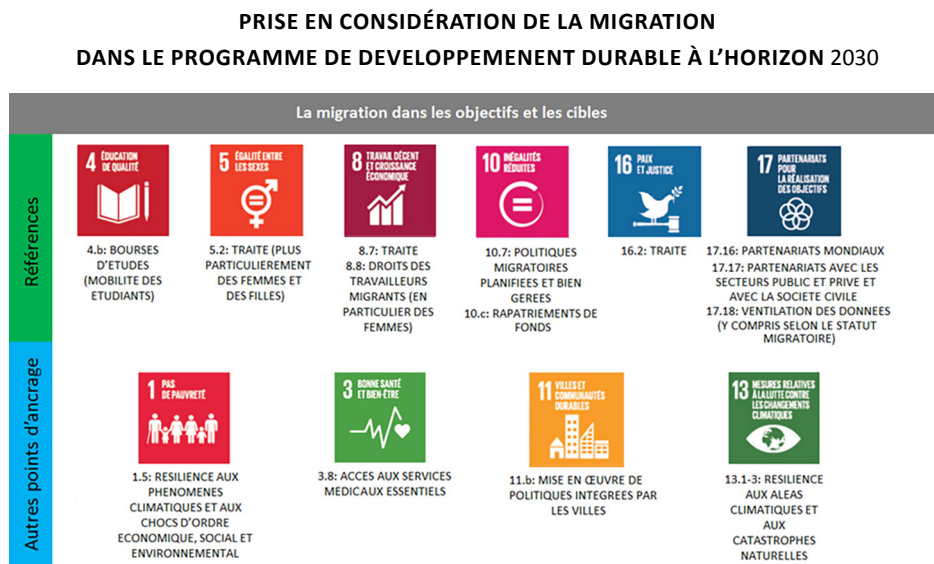
- Quelle est la position des mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration quant au rôle qu'ils peuvent jouer pour atteindre les cibles relatives à la migration énoncées dans le Programme 2030 ?
- Les mécanismes consultatifs ont-ils revu leurs programmes et stratégies respectifs afin de tenir compte des nouveaux objectifs de développement durable ?
- Comment les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration contribuent-ils, aux niveaux national et régional, à la mise en œuvre des cibles des ODD relatives à la migration qui sont énoncées dans le Programme 2030 ?
- Quelles sont les difficultés rencontrées ?
- Quels sont les lacunes et les besoins ?
- Quelles sont les différences entre les FIR/PCR officiellement associés à des organisations économiques régionales, et ceux qui sont autonomes ?

## Session 3

- Dans quels domaines les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration peuvent-ils coopérer (ou renforcer la coopération existante) avec les commissions économiques régionales des Nations Unies en vue de la mise en œuvre des cibles relatives à la migration ?
- Quelles mesures doivent être prises pour entamer une coopération ou renforcer la coopération existante entre les commissions économiques régionales des Nations Unies et les mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration ?
- Dans quels domaines les mécanismes consultatifs interétatiques peuvent-ils coopérer (ou renforcer la coopération existante) avec les organisations économiques régionales en vue de la mise en œuvre des cibles relatives à la migration ? Quelles sont les difficultés qui se posent à cet égard ?

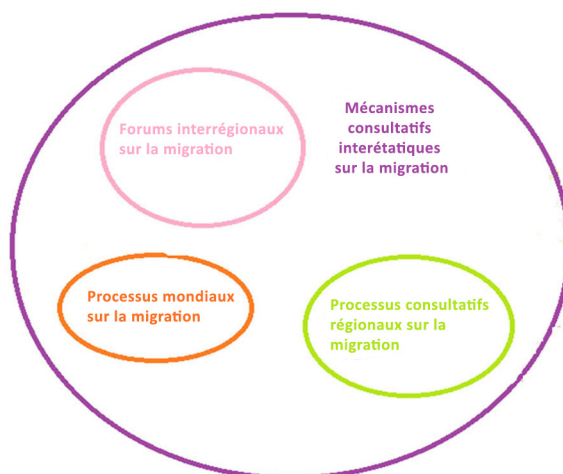
## Annexe I. « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » : Cibles relatives à la migration

Les objectifs de développement durable sont énoncés au paragraphe 54 de la résolution des Nations Unies A/RES/70/1 du 25 septembre 2015.



\* Il s'agit là d'une liste indicative, et non pas exhaustive, des cibles relatives à la migration.

## Annexe 2. Mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration



Les **mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration** (MCIM) sont des enceintes permanentes de discussion sur les politiques et d'échange d'informations pilotées par les Etats à l'échelle régionale, interrégionale ou mondiale, à l'intention des Etats soucieux de promouvoir la coopération dans le domaine de la migration.

Les **processus consultatifs régionaux sur la migration** (PCR) sont des enceintes de dialogue suivi pilotées par des Etats, consacrées aux mesures à prendre et au partage d'informations à l'échelle régionale, qui ont vocation à débattre de questions précises sur la migration dans un esprit de coopération entre les Etats d'une région (habituellement géographique) convenue. Ils peuvent être soit formellement rattachés à des institutions régionales officielles, soit officieux et non contraignants.

Les **forums interrégionaux sur la migration** (FIR) sont des enceintes de dialogue suivi pilotées par des Etats, consacrées aux mesures à prendre et au partage d'informations. En règle générale, ils réunissent deux régions ou plus et peuvent être soit formellement rattachés à des institutions interrégionales officielles, soit officieux et non contraignants.

Les **processus mondiaux sur la migration** sont des enceintes de dialogue politique sur la migration d'envergure mondiale. Ils peuvent examiner la gouvernance générale des migrations à l'échelle mondiale, ou porter sur des thèmes précis et étudier les corrélations entre la migration et d'autres domaines, tels que le développement, le travail, etc..

**Liste des principaux mécanismes consultatifs interétatiques sur la migration par région<sup>25</sup>**

Processus consultatifs régionaux sur la migration	
<b>Eurasie</b>	Processus d'Almaty sur la protection des réfugiés et les migrations internationales Processus de Budapest Processus de Prague
<b>Moyen-Orient</b>	Processus consultatif régional sur la migration pour les pays arabes (ARCP)
<b>Afrique</b>	Dialogue sur la migration pour l'Afrique australe (MIDSA) Dialogue sur la migration pour les Etats de l'Afrique centrale (DIMAC) Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest (MIDWA) Dialogue sur la migration pour les Etats membres du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (MIDCOM) PCR de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)
<b>Asie</b>	Processus consultatif régional sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle pour les pays d'origine en Asie (Processus de Colombo)
<b>Amériques</b>	Conférence des directeurs de l'immigration du Pacifique (PIDC) Conférence régionale sur les migrations (Processus de Puebla) Conférence sud-américaine sur la migration (SACM)



Forums interrégionaux sur la migration	
<b>Amériques – Caraïbes – Europe</b>	Forum ibéro-américain sur la migration et le développement (FIBEMYD)
<b>Asie – Europe</b>	Conférence des directeurs généraux des services d'immigration et de gestion des flux migratoires de la Réunion Asie-Europe (ASEM) Dialogue Asie-UE sur la migration de main-d'œuvre
<b>Asie – Moyen-Orient</b>	Consultation ministérielle sur l'emploi outre-mer et la main-d'œuvre contractuelle (Dialogue d'Abou Dhabi)
<b>Afrique – Europe</b>	Dialogue 5+5 sur la migration dans la Méditerranée occidentale Dialogue euro-africain sur la migration et le développement (Processus de Rabat) Initiative sur la route migratoire UE-Corne de l'Afrique (Processus de Khartoum)
<b>Europe – Afrique – Etats du Pacifique et des Caraïbes</b>	Dialogue Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) – Union européenne (UE) sur la migration
<b>Europe – Australasie – Amérique du Nord</b>	Consultations intergouvernementales sur les politiques en matière de droit d'asile, de réfugiés et de migrations (CIG)
<b>Europe – Asie – Amérique du Nord – Afrique du Sud</b>	Processus de Bali sur le trafic illicite d'êtres humains, la traite des personnes et la criminalité transnationale connexe
<b>Intra-africain</b>	Forum intrarégional sur la migration en Afrique (Forum panafricain sur la migration)
<b>Intra-asiatique</b>	Forum de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur les travailleurs migrants (AFML)
<b>Processus mondiaux sur la migration</b>	Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement Dialogue international sur la migration (IDM) Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD)









25 Inclut les principaux processus actifs actuellement.







**Domaines d'activité des MCIM présentant un rapport avec les cibles des ODD relatives à la migration<sup>26</sup>**

ODD	Domaine d'activité correspondant	MCIM
	Migration et développement	ARCP Dialogue 5+5 sur la migration DIMAC FIBEMYD FMMD IDM MIDSA MTM PCR du COMESA PCR-IGAD Processus d'Almaty Processus de Budapest Processus de Prague Processus de Puebla Processus de Rabat SACM
	Droits des migrants	AFML ARCP Dialogue ACP-UE FIBEMYD MIDSA PCR du COMESA Processus d'Almaty Processus de Colombo Processus de Puebla Processus de Rabat SACM
	Migration et éducation	Conférence ASEM Dialogue Asie-UE sur la migration
  	Lutte contre la traite	AFML Conférence ASEM Dialogue ACP-UE Dialogue Asie-UE sur la migration de main-d'œuvre Dialogue UE-ALC MIDWA PCR du COMESA Processus d'Almaty Processus de Bali Processus de Budapest Processus de Khartoum Processus de Rabat SACM

26 Il s'agit là d'une liste indicative et non pas exhaustive.

ODD	Domaine d'activité correspondant	MCIM
	Migration de main-d'œuvre	AFML ARCP Conférence ASEM <i>Dialogue 5+5 sur la migration</i> Dialogue ACP-UE <i>Dialogue Asie-UE sur la migration de main-d'œuvre</i> Dialogue d'Abou Dhabi Dialogue UE-ALC DIMAC FIBEMYD MIDSA MIDWA PCR du COMESA Processus d'Almaty Processus de Budapest Processus de Colombo Processus de Prague Processus de Rabat
	Politiques de migration	ARCP FIBEMYD Forum panafricain PCR-IGAD PCR du COMESA Processus d'Almaty Processus de Puebla Processus de Rabat
	Rapatriements de fonds	Dialogue ACP-UE Dialogue UE-ALC FIBEMYD MIDWA Processus de Colombo
	Gestion des frontières	CIG Dialogue ACP-UE Dialogue UE-ALC Forum panafricain MIDSA Processus de Puebla Processus de Rabat
	Retour, réintégration et réadmissions	Dialogue ACP-UE Dialogue UE-ALC DIMAC MIDSA MIDWA Processus de Prague Processus de Puebla Processus de Rabat

ODD	Domaine d'activité correspondant	MCIM
 	Intégration des migrants	ARCP CIG <i>Dialogue 5+5 sur la migration</i> DIMAC Processus d'Almaty Processus de Budapest Processus de Puebla Processus de Rabat SACM
	Migration irrégulière et flux migratoires mixtes	ARCP CIG Conférence ASEM <i>Dialogue 5+5 sur la migration</i> Dialogue UE-ALC DIMAC Forum panafricain MIDSA MTM PCR du COMESA Processus d'Almaty Processus de Khartoum Processus de Prague Processus de Rabat
 	Asile et réfugiés	ARCP CIG Dialogue ACP-UE Processus d'Almaty Processus de Budapest Processus de Puebla Processus de Rabat
	Partenariats (avec la société civile ou le secteur privé, par exemple)	<i>Processus d'Almaty</i> <i>Processus de Puebla</i>
	Données sur la migration	ARCP CIG <i>Dialogue 5+5 sur la migration</i> Dialogue UE-ALC DIMAC PCR du COMESA MIDWA SACM
	Santé dans le contexte migratoire	<i>Dialogue 5+5 sur la migration</i> DIMAC MIDSA PCR du COMESA Processus d'Almaty Processus de Colombo Processus de Puebla

ODD	Domaine d'activité correspondant	MCIM
  	Migration, environnement et changement climatique	DIMAC Processus d'Almaty
  	Préparation en cas d'urgence humanitaire	FIBEMYD Processus d'Almaty



### **Annexe 3. Liste des commissions économiques régionales des Nations Unies, des organisations économiques régionales et des communautés économiques régionales de l'Union africaine**

#### **Commissions économiques régionales des Nations Unies**

- Commission économique pour l'Afrique (CEA)
- Commission économique pour l'Europe (CEE)
- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)
- Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)
- Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)

#### **Organisations économiques régionales et Unions économiques régionales<sup>27</sup>**

- Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC)
- Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC)
- Association des Etats de la Caraïbe (AEC)
- Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)
- Association latino-américaine d'intégration (ALADI)
- Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR)
- Commission économique eurasiennne
- Communauté andine
- Communauté d'Afrique de l'Est
- Communauté des Caraïbes
- Communauté économique africaine
- Conseil de coopération du Golfe
- Espace économique européen
- Mercado Común del Sur (Marché commun du Sud) (Mercosur)
- Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA)
- Système économique latino-américain et caribéen (SELA)
- Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR)

27 Liste non exhaustive.

## Communautés économiques régionales de l'Union africaine

- Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) [*Le PCR de l'Autorité intergouvernementale pour le développement est un pilier de la Communauté économique régionale de l'IGAD*]
- Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)
- Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) [*Le Dialogue sur la migration pour l'Afrique australe est un pilier de la SADC*]
- Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN–SAD)
- Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) [*Le Dialogue sur la migration pour les Etats de l'Afrique centrale est un pilier de la CEEAC*]
- Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) [*Le Dialogue sur la migration pour l'Afrique de l'Ouest est un pilier de la CEDEAO*]
- Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) [*Le MIDCOM est un pilier de la Communauté économique régionale du COMESA*]
- Union du Maghreb arabe (UMA)















Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations